NATIONAL Hebdo

ISSN 076-8972 - M 2311 - France : 17 FF - N° 370 - Semaine du 22 au 29 août 1991



LE "NIET" DU K.G.B

PAGES 2-3



URSS C'EST REPARTI !

PAGES 8-9

Et pendant ce temps-là...

M 2311 - 370 - 17,00 F

LES SOCIALISTES CASSENT NOTRE ARMÉE

Belgique : 110 F - Suisse : 4,50 FS - Grèce : 480 Dr. - USA : $ 3,75 - Italie : 4 100 Lires - Espagne : 358 Pts - Canada : $ 4,50

POURQUOI ON A "RÉFORMÉ" GORBATCHEV

C'est fait ! Le traditionnel "coup dur" du mois d'août est arrivé. Et il s'est produit, comme nous l'avions déjà pressenti, en URSS même. On ne peut pas toujours laisser **Saddam Hussein** régler l'addition.

Ramenons toutefois les choses à leurs véritables dimensions, au-delà des rhétoriques creuses et fallacieuses, des erreurs de vocabulaire calculées qui sont de mise en Occident et dont MM. **Mitterrand** et **Bush**, en un remarquable concert de sénilité pleurnicharde, ont apporté une immédiate et brillante démonstration.

Nous ne sommes pas, en Union soviétique, en présence d'un exaltant conflit entre démocrates conséquents, éperdus de liberté et de bien-être, et totalitaristes passéistes. Nous assistons tout simplement au règlement d'une querelle sur les méthodes, d'une divergence tactique profonde, sans que les buts stratégiques ultimes soient remis en cause par l'un ou l'autre clan.

Nous assistons, en fait, à une "explication de gravures" entre léninistes convaincus et endurcis, dont le désaccord ne se situe ni sur le type général de société à réaliser ni sur la nécessité d'assurer la prééminence mondiale de l'Empire soviétique, mais sur la meilleure façon d'y arriver, compte tenu des circonstances actuelles.

Mikhaïl Gorbatchev — et avant lui, semble-t-il, le kégébiste **Youri Andropov**, qui fut à l'origine de son ascension politique — a très vite estimé, pour des raisons purement techniques, que l'heure était, sur le plan international, à ce que feu **Metternich** appelait de façon significative le *"finassieren"*, et, sur le plan purement soviétique, au repli provisoire sur le noyau de l'Empire.

Du Lénine à l'état pur

Ne nous y trompons pas, c'était du **Lénine** à l'état pur. Du Lénine de 1918, signant l'accord de Brest-Litovsk avec l'arrière-pensée de reprendre sous peu le terrain cédé ainsi aux Allemands — et le souci essentiel de "sauver la Révolution" dans l'immédiat.

Comme le souligne **Joseph Rovan** dans son intéressant livre *Le Mur et le Golfe* (1), paru cinq mois avant le "coup" du 19 août :

« Tous les éléments en notre possession font apparaître M. Gorbatchev comme un remarquable disciple de Lénine pratiquant l'art du retrait sur le cœur de l'Etat ou de l'Empire, d'où l'on peut un jour resurgir pour reprendre l'attaque. »

Ainsi s'expliquent le désengagement d'Afghanistan, l'émancipation apparente des satellites d'Europe de l'Est, la révolution de palais préfabriquée de Bulgarie, la liquidation en voltige, en Roumanie, de l'équipe **Ceaucescu** au profit d'un directoire communiste moins voyant, plus "crypto", et une tentative d'opération analogue en Tchécoslovaquie.

Tout l'art du recul tactique léninien consiste en effet à se replier provisoirement en laissant sur place les jalons et les ferments nécessaires à une reconquête ultérieure, ce qui fut partout tenté — y compris en Allemagne — par l'équipe Gorbatchev.

Mais il y a léninistes et léninistes. Comme il y a des appréciations diverses de la manœuvre sur le terrain.

L'affrontement qui a culminé, en URSS, entre le 17 et le 19 août, aboutissant à l'éviction de Gorbatchev et à son remplacement par le Comité d'Etat pour l'état d'urgence dirigé par le vice-président de l'URSS **Guennadi Ianaev**, ne résulte nullement, comme on l'a trop vite clamé en Occident, d'une divergence idéologique ou même stratégique. D'une lutte entre partisans de l'ordre soviétique établi et tenants de l'ouverture démocratique.

Un constat d'échec

On nous a, bien sûr, resservi à ce propos la vieille balançoire de la controverse permanente entre les "durs" — alternativement et cocassement qualifiés de "réactionnaires" et "conservateurs", ce qui est d'ailleurs quelque peu antinomique — et les "progressistes". En oubliant — parfois volontairement mais souvent par simple ignorance — que la liquidation des "fossiles" de l'ère brejnévienne avait été commencée par Andropov et à peu près complétée par Gorbatchev lui-même entre 1986 et 1989.

Sur les huit membres officiels du comité d'urgence, six ont dû le point culminant de leur carrière à des nominations signées par Gorbatchev et trois au moins ont longtemps passé pour des créatures de l'homme à la tache sur le front, à commencer par **Vladimir Krioutchkov**, général-président du KGB, inventeur de cette vaste plaisanterie "libérale" qu'était la "glasnost des services d'espionnage", avec visites guidées des locaux de la place Dzerjinski. A la vérité, ils ont simplement trouvé que leur distingué camarade avait échoué dans sa politique. Qu'il n'avait fait qu'aggraver la pénurie économique — ce qui est parfaitement vrai — que sa méthode de repli tactique allait trop loin et ne présentait pas assez de garanties de reconquête, que sa fausse libéralisation conduisait à l'anarchie interne, et que ses concessions aux nationalités risquaient d'entraîner la désagrégation de l'Union soviétique.

Il fallait donc revisser les boulons — après avoir empêché la signature de l'accord du 20 août sur "l'Union des Etats souverains". A une tactique visant à la victoire finale du système communiste, il était temps d'en substituer une autre. Moins acrobatique, et, de leur point de vue, plus prudente, si paradoxal que cela puisse paraître à certains.

Il ne s'agissait pas là d'un "putsch", comme l'ont affirmé aussitôt de nombreux commentateurs occidentaux qui feraient bien de se procurer d'urgence un dictionnaire, mais, au sens propre, d'une révolution de palais, comme l'URSS en a déjà connu bon nombre.

Il se trouve toutefois que feu **Khrouchtchev**, malgré ses dégustations de maïs dans le Middle-West, sa "baba" en foulard paysan et ses coups de croquenot sur la table, était un personnage moins "médiatisé" que Gorbatchev, que les Moscovites ignoraient encore qu'on pût manifester dans la rue, et que **Boris Eltsine** ne rêvait pas à un destin historique hors le tableau d'avancement fixé par le Parti...

Jean BOURDIER

(1) Editions de Fallois, avril 1991



Ianaev et le Comité d'urgence, pas d'accord sur la tactique.

MENACE PERMANENTE

Seul ou presque des hommes politiques français à n'avoir pas été pris de court par la destitution de **Gorbatchev**, **Jean-Marie Le Pen** constatait lundi : « L'Europe est et n'avait pas cessé d'être directement sous la menace du formidable appareil militaire soviétique. Malgré cela, notre défense a été démantelée, nos frontières ouvertes par des idéologues fous de mondialisme, de pacifisme et de socialisme. »

L'HEURE DU HOLD-UP ?

« C'est à se demander si, en URSS, saint Gorby est encore responsable de quoi que ce soit », écrivions-nous la semaine dernière.

Nous soulignions, en même temps, que la menace militaire soviétique sur l'Europe ne faisait que se renforcer et que l'URSS avait « tous les moyens de passer de la mendicité au hold-up ».

Moins de quatre jours après notre parution, la menace s'était faite très précise. Néanmoins, dans le même temps, la bureaucratie socialiste continue stoïquement à "casser" la défense nationale française à grands coups de brimades et d'amputations de crédits (voir p. 8 et 9).

JEAN-EDERN HALLIER NOUS ÉCRIT

Jean-Edern Hallier nous demande de publier les précisions suivantes :

« Comme j'ai été extrêmement surpris d'apprendre que j'adhérais au Front National en lisant un article de **Michel Collinot**, je tiens à préciser ma position : l'exclusion de **Jean-Marie Le Pen** de la vie démocratique française, compte tenu de ce que représente aujourd'hui son électorat, me paraît inadmissible. Un point, c'est tout. Je n'ai jamais adhéré à aucun parti et je ne suis pas près de le faire.

« Surpris, je l'ai été aussi d'apprendre que j'avais été expulsé de mon appartement de la place des Vosges : de résidence principale, il est devenu l'une de mes résidences secondaires. Un point, c'est tout.

« Tant que **Mitterrand** sera au pouvoir, je ne rentrerai pas en France. Je plante mon drapeau désormais au cœur de la nation bretonne, dans mon château de la Boëxière, à Edern, Sud-Finistère.

« *L'Idiot international* reparaîtra effectivement le 12 septembre, renforcé financièrement et rédactionnellement. »

Nous voilà donc rassurés sur au moins deux points : Jean-Edern n'est pas allé grossir l'inquiétante masse des sans-abri, et, chose plus importante, *L'Idiot* a réussi à survivre aux assauts de **Tapie** et du pouvoir socialiste.



Avec des amis comme celà...

LE GRAND DÉSARROI DE FRANÇOIS MITTERRAND

Ceux qui ont suivi, lundi soir, l'intervention en direct du chef de l'Etat sur les chaînes de télévision, n'auront pas manqué d'être frappés par la nullité absolue de sa prestation. C'est visiblement un président de la République en plein désarroi qui s'adressait aux Français. Etait-il, en effet, indispensable de convoquer le pays devant le petit écran, pour se borner à demander aux "nouveaux dirigeants soviétiques" des garanties sur l'état de santé de MM. Gorbatchev et Boris Eltsine ?

Brandissant devant les caméras trois feuillets d'un message adressé par M. **Ianaev** et déjà rendu public par toutes les agences de presse, François Mitterrand tentait de convaincre le téléspectateur qu'il était un personnage important comme lorsque, pendant la guerre du Golfe, il le tenait informé du moindre coup de téléphone de **George Bush**.

Si peu convaincant, que les journalistes chargés de l'interviewer, d'ordinaire si révérencieux et serviles à souhait, se sont pratiquement mis à mordre, face à cette apathie présidentielle. Ainsi, **Dominique Bromberger** qui, rouge de colère et de confusion mêlées, après dix minutes de lieux communs, osait demander ***« si oui ou non, M. Mitterrand condamnait ce coup d'Etat »***.

Bien entendu, François Mitterrand condamne, de même qu'il promet de ***« réagir avec sévérité »*** dans l'éventualité où les chars du KGB s'offriraient un petit Tien an men. Il ne précise pas toutefois, si la sévérité constituera à "condamner" une fois encore ou à envoyer Roquejoffre punir l'Armée rouge.

L'assurance de Ianaev

Il n'en reste pas moins qu'après avoir apporté un soutien inconditionnel et ô combien dispendieux à la "catastroïka" de son ami Gorbatchev, M. Mitterrand a été le premier à le lâcher et se trouve aujourd'hui être le seul chef d'Etat occidental à avoir reconnu de facto les nouvelles autorités soviétiques. Tandis que les hommes du KGB promettent au peuple soviétique de rétablir ***« sans délai la légalité et l'ordre, de mettre fin à l'effusion de sang, de déclarer une guerre sans merci au monde criminel et d'extirper les phénomènes honteux qui discréditent la société*** (...) et annoncent qu'ils ***« nettoieront les rues de nos villes des éléments criminels et mettront fin à l'arbitraire des pilleurs des biens du peuple »***, François Mitterrand explique aux Français qu'il a reçu l'assurance du nouvel homme fort soviétique, M. Ianaev, qu'***« il va s'en tenir à la démocratie et à la glasnost »***.

Simultanément, M. Mitterrand et ses amis socialistes découvrent l'existence de Boris Eltsine. De même qu'il avait exclu les Baltes du sommet de Paris, le chef de l'Etat avait obstinément refusé de recevoir Eltsine, seule personnalité soviétique d'envergure démocratiquement élue. Le président de la République de Russie avait même été copieusement insulté par **Jean-Pierre Cot**, le président du groupe socialiste de l'Assemblée européenne, lors de sa venue à Strasbourg. Qu'à cela ne tienne, Boris le "factieux", depuis qu'il s'est hissé sur un char, est en passe de devenir la coqueluche des médias et M. Mitterrand, qui recherche désespérément dans quel sens le vent de l'Histoire pourrait bien tourner, s'inquiète aujourd'hui de son sort. Or, il se trouve qu'à l'heure où nous écrivons, ce ne sont pas les amis de Gorbatchev qui tentent de s'opposer à cette révolution de palais, mais les patriotes baltes ou les partisans de Boris Eltsine, superbement ignoré par celui qu'on qualifiait naguère de "Florentin". A contrario, ce sont les amis de Gorbatchev qui sont aujourd'hui au pouvoir.

La politique étrangère de François Mitterrand porte un nom : celle du chien crevé au fil de l'eau.

Eric LAFFITTE

LE "NIET" DU KGB

700 000 employés officiels, plus de six millions de « correspondants » répertoriés. Ces simples chiffres permettent de mesurer la puissance à peu près intacte du « Komitet Gosudarstvenoï Bezopasnosti », plus connu sous le simple sigle de KGB. L'organisation sans le feu vert de laquelle le renversement de **Gorbatchev** n'aurait pu avoir lieu.

Et l'organisation sans le feu vert de laquelle le même Gorbatchev n'aurait pu, à l'origine, s'engager dans sa politique de « perestroïka ». Tout comme son maître **Lénine** n'avait pu se lancer dans la NEP qu'avec le concours de la Tchéka et de son patron **Dzerjinski**...

Mais, après avoir suivi et épaulé « Gorby » avec d'autant plus d'allégresse que celui-ci était le poulain de **Youri Andropov**, patron du KGB de 1967 à 1982, date de son accession au poste de secrétaire général du PC de l'URSS, le tout puissant organisme de la place Dzerjinski a dit « niet ».

Le sang de Maleter

Ce désaveu de Gorbatchev a eu un double poids. Poids technique, car le KGB demeure la force principale en URSS, contrôlant aussi bien l'intérieur du pays que ses frontières et ses activités internationales — il a 75 pour cent du corps diplomatique sous sa coupe directe — et se trouvant implanté, jusqu'à l'échelon approximatif du canton, dans tous les territoires de l'Union. Poids moral, puisque **Vladimir Krioutchkov**, nommé par « Gorby » lui-même à la présidence de l'oganisation, se considère — et est généralement considéré — comme l'héritier spirituel d'Andropov.

Il faut dire qu'entre ledit Andropov et Krioutchkov, il existait des liens tout à fait particuliers, des liens soudés par le sang d'autrui.

Le sang, en l'occurence, du général hongrois **Pal Maleter**, qu'ils avaient « piégé » ensemble, quand, en 1956, Andropov avait rang d'ambassadeur d'URSS à Budapest, avec le jeune Krioutchkov comme attaché.

Devenu chef du premier directorat du KGB en 1974, puis vice-président de l'organisation en 1978, Krioutchkov fut le compagnon de Gorbatchev au sein de l'équipe Andropov quand celle-ci élimina les tenants de Brejnev et entreprit le « rajeunissement » de la direction du Parti.

Mais lui-aussi, apparemment, a fini par considérer que son camarade faisait fausse route...

PERESTROÏKA BIS



ENCORE LUI

Le charity-business ne perd par de temps. A peine la nouvelle du « dépot » de **Gorbatchev** par le KGB était-elle connue que se créait un comité de soutien à la démocratie en URSS. Plus exactement, il s'agit de transformation du comité SOS Baltes qui voit donc son champ de compétence s'étendre à toute l'Union soviétique.

On vous aura dout dit à propos de cette initiative en précisant que les figures de proue dudit comité sont l'indécrotable **Marek Halter** et **Marguerite Duras** qu'on ne présente plus !!

On comprend le dépit de Marek Halter puisque, comme *National Hebdo* le révélait il y a un mois, il devait être nommé président de l'université « française » de Moscou — un beau fromage donc qui s'envole.

Quant aux Baltes ou aux Soviétiques, avec des amis comme ça, ils n'ont pas besoin d'ennemis.

DERNIERE MINUTE

A l'heure où nous bouclons le journal, nous apprenons que M. **Mitterrand** vient une nouvelle fois de retourner sa veste et que la France, par la voix de son ministre des Affaires étrangères, **Roland Dumas**, demandait le « retour au pouvoir de Gorbatchev »

Courtelinesque !

Une nouvelle selon laquelle le grand-duché du Luxembourg aurait demandé le retour de **Giscard** à l'Elysée a, en revanche, été formellement démentie.

GÉNÉRATION RAPETOU

Coproduction la Grande Halle-la Villette, France Libertés-Fondation Danielle Mitterrand avec le soutien du Ministère de la Coopération et du Développement.

UTA NOVA RENAULT

La Grande Halle de la Villette se trouve dans une partie de Paris en pleine révolution, à la limite de la Banlieue et de la Ville.

Nouveau pôle de développement urbain, nous y définissons un espace de la ville de demain.

La population qui vit dans ce quartier du 19ème et dans la proche banlieue : Aubervilliers, Pantin, Pré-Saint-Gervais..., est avant tout multiraciale et pluri-culturelle.

Notre ambition est de favoriser la connaissance de ces cultures qui seront les composantes de notre culture à venir.

L'Afrique représente une part importante de ce mélange. Mieux la connaitre, mieux la comprendre et mieux l'apprécier, tel est le but que nous avons fixé au festival Afrique Musique présenté cette année pour la quatrième fois.

Christian Gay-Bellile
Directeur général de La Grande Halle

Mille excuses à nos lecteurs de ce que *National Hebdo* ne rende compte qu'avec retard de l'événement culturel de l'été, à savoir, le quatrième festival d'"Afrique musique", qui s'est déroulé à la Grande Halle de la Villette à Paris, au mois de juin dernier.

Le fait est qu'il nous avait échappé que cette superproduction culturelle était une initiative de **Danielle Mitterrand** qui, en bonne épouse morganatique, a su bénéficier des concours aussi précieux que généreux d'entreprises nationales comme UTA (Filiale d'Air-France) ou de la **Régie Renault**, pour organiser son méchoui — musical. N'oublions pas non plus le soutien spontané qu'a jugé opportun ou prudent d'apporter le **ministère de la Coopération et du Développement.**

L'objet de cette manifestation ***"dédiée à Onipanua, sanzaiste ghanéen"***, est exprimé avec une franchise totale par les organisateurs : il s'agit d'accoutumer les habitants du 19e au sons mélodieux de la sanza, car, peut-on lire (notre document) : ***« la population qui vit dans ce quartier du 19e arrondissement et dans la proche banlieue (...) est avant tout multiraciale et pluriculturelle.***

« Notre ambition est de favoriser la connaissance de ces cultures qui seront les composantes de notre culture à venir. »

Pour ce faire, Mme Mitterrand a donc décidé de

Connaissez-vous la sanza ?

TATIE DANIELLE EXPLOITE LES PYGMÉES

contourner les velléités d'embargo sur l'immigration affirmées par Mme **Cresson** en utilisant ce qu'elle croit être une idée de génie. Importer des pygmées ! Pourquoi des pygmées ? Parce que, comme ça, la police de l'air et des frontières pourra dire qu'elle ne les a pas vu passer, plaisante un fonctionnaire...

Trève de plaisanterie, vous savez maintenant où passe l'argent du ministère du sous-Développement ainsi que celui des grandes entreprises nationales : à promouvoir la "sanza" et à nous expliquer que ce sont les Bayaka de la forêt équatoriale qui ont inventé le jazz.

Le tout est signé **Christian Gay**.

Eric LAFFITTE

Programme

Afrique Musique 91 est dédié à Onipanua, sanzaiste ghanéen.

Cette quatrième édition est consacrée à un instrument, la Sanza, et à une ethnie, les Pygmées Bayaka de Centrafrique. Les trente-trois musiciens d'Afrique Musique viennent tous d'Afrique Centrale, du coeur de l'Afrique, le berceau du Jazz.

mercredi 12 et vendredi 14 juin à 21 heures

Soirées Pygmées
Les Chants à Penser Gbaya de Centrafrique
Les Pygmées Bayaka de Centrafrique

jeudi 13 et samedi 15 juin à 21 heures

Soirées Sanza
Sangayl Wabo
Mundengué - Groupe Malembé du Zaïre
Joll Bébé du Cameroun

LA GÉNÉROSITÉ DES ÉLUS SOCIALISTES

Pour farfelues qu'elles soient, les initiatives de Mme **Mitterrand** n'en continuent pas moins de séduire nombre d'élus socialistes. *France Libertés* est, on le sait, une fondation privée ; cela n'interdit bien sûr pas aux municipalités dirigées par des membres du PS de verser leur obole à **Tatie Danielle**.

C'est le cas, notamment, du maire PS de Sélestat, M. **Gilbert Estève**, qui, sensible aux drames kurde ou sociaux, tout simplement soucieux de se ménager les bonnes grâces de la "présidente", a ainsi fait verser au nom de la commune (donc sur l'impôt), une subvention de 20 000 francs à *France Libertés*. Tatie Danielle est certainement ravie, mais le contribuable, qui ne partage pas forcément les lubies de Mme Mitterrand, l'est-il tout autant ?

Mais cet Estève est décidément un inconditionnel de Mme Mitterrand. Comme les 20 000 francs ne suffisaient pas, il a encore ajouté une petite rallonge, toujours au bénéfice de *France Libertés*, mais cette fois, par l'intermédiaire de l'association *Alsace - Centrale Solidarité*, qu'il préside. Et hop ! encore un petit chèque de 13 000 francs !

Bien sûr, rétorquera-t-on, il fait ce qu'il veut. On conviendra tout de même que le Kurdistan et *Alsace - Centrale Solidarité*, ça n'a, a priori, pas grand rapport.

Il est vrai que les Kurdes en Alsace sont chaque jour un peu plus nombreux.

Finalement, tout se tient.

E. L.

LE POUVOIR REFUSE LA TRANSPARENCE

On sait qu'un des problèmes majeurs qui se posent aux associations "caritatives", c'est celui de leur crédibilité. Bien souvent (trop souvent), les sommes recueillies ont une fâcheuse tendance à s'égarer en cours de route, que ce soit par maladresse ou par franche malhonnêteté. Les exemples fourmillent. Ce n'est pas **Christian Nucci**, animateur du célèbre Carrefour du Développement, qui nous contredira.

Aussi, les associations "sérieuses" ont-elles demandé avec insistance aux pouvoirs publics de prendre des mesures afin que l'obligation de transparence s'impose aux associations.

Parmi les solutions proposées, celle d'obliger toute association recevant des dons du public, d'avoir un commis-

la Turquie. Le Conseil municipal a décidé, à l'unanimité, d'accorder une subvention de 20 000 F à l'Association France-Libertés dont la présidente est Madame Danièle Mitterrand. L'Association "Alsace Centrale Solidarité" que préside Gilbert Estève, s'est associée à l'effort de la Ville de Sélestat par un chèque supplémentaire de 13 000 F.

• Agir rapidement
Les décisions prises pas les instances municipales doivent être exécutées rapidement. Exemple : le Conseil Municipal a décidé d'accorder une subvention de 20 000 F à l'Association "France Liberté" en faveur du peuple Kurde. Cet argent ne doit pas rester trop longtemps dans nos caisses alors que les Kurdes en ont tant besoin.

FILS DE PUB ET FILS DU PEUPLE

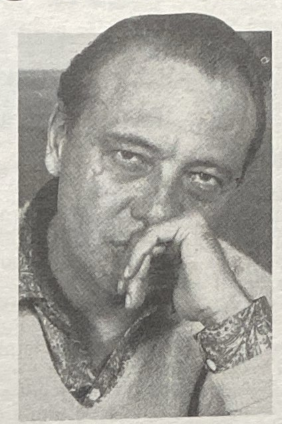
Très franchement j'ai cru à un remake du téléthon, m'attendant à voir s'inscrire dans la lucarne de mon téléviseur l'adresse et le numéro du compte où adresser mes dons. C'était si bien mené, si plein de vérité touchante, que j'en aurais peut-être mis la main au portefeuille.

C'est incontestable : **Seguela** est un publicitaire de talent, c'est-à-dire un marchand de soupe, de lessive et de vent comme on en fait peu. Et il sait se vendre, aussi bien qu'il nous a vendu " la force tranquille " en 81, ce qui reste sans doute son meilleur coup de pub. Qui, en effet, sur ce marché de requins, pouvait rêver d'une meilleure promotion ?

Grâce à cette fameuse campagne — dont il ne cesse de répéter qu'elle ne lui a strictement rien rapporté car il l'a offerte à Tonton comme on immole un agneau sur l'autel de son Dieu — le Seguela est devenu une autorité morale, à l'instar des **Bergé**, **Halter** et autre **BHL**. C'est pourquoi sans doute il présidait hier sur TF1 l'émission de **Dechavanne** *Combien ça coûte ?*.

Eh bien sachez-le, cet illustre représentant de la gauche-caviar est, comme vous et moi, " un gagne-petit ", un prolo de coeur si ce n'est de revenu.

A **Jean-Pierre Pernaut** qui l'interroge sur son éternel bronzage, il répond : " vous savez, j'exerce une profession où on ne vous pardonne pas d'avoir mauvaise mine ". Pauvre chéri, comme on le plaint ! " Vous revenez sans doute de vacances ? " enchaîne l'autre. " Non, non. J'ai juste passé une semaine en Alaska. C'est mon père qui m'a invité. Il faut vous dire que depuis l'âge de 5 ans il m'offre chaque année une partie de pêche dans un coin différent du globe. Maintenant il invite aussi mon fils " Le présentateur : " Il doit être riche, votre père ? " "Ah non, ne croyez surtout pas qu'il est milliardaire. Il fait des économies " Ben quoi, on ne va tout de même pas lui reprocher un dimanche au bord de l'eau. D'ailleurs, ceux qui n'aiment pas l'Alaska n'ont qu'à faire les bords de Marne !



Dieu et ma Rolls.

Au chapitre sorties et loisirs. Question : " Vous fréquentez les grands restaurants ? ". Seguela : " vous savez, le prix de la nourriture n'a aucune importance. Ce qui compte c'est l'appétit ". Dame, Tour d'Argent ou restos du cœurs, tout ça c'est du pareil au même !

Pour ses petites promenades, " le créatif " (c'est ainsi qu'il aime à se nommer) s'est offert un bateau., acheté grâce aux fonds qu'il avait soustraits de sa déclaration fiscale. D'où le nom du raffiot : " Merci Béré ". Il paraît que le **Bérégovoy** en question, bien qu'invité au lancement de son filleul, n'apprécie pas du tout la plaisanterie. Et le petit peuple de s'esbaudir...

Mais là où l'on atteint des sommets dans l'art, et surtout dans la tartuferie, c'est lorsque le bellâtre à la cravate fleurie s'en vient battre sa coulpe. Eh oui, il le confesse, durant un temps — très court – il a aimé les grosses voitures. Il a même roulé en Rolls jusqu'à ce que Sa Sainteté **Mitterrand** lui ouvre les yeux sur ce péché d'orgueil. C'était durant le temps béni de la campagne présidentielle. Mitteux, en panne de chauffeur, appelle à son secours le preux Seguela. " Tout de suite, mon Prince, j'accours ", et voilà le fils de pub qui se range rue de Bièvre. " Quoi ! ", fait Dieu, " vous voudriez que Moi je monte là-dedans ! Et mon image de Père du peuple, qu'en faites-vous ? ". Penaud le Seguela laisse-là sa Rolls, et les voilà partis, bras dessus, bras dessous, Dieu et lui, à pied jusque chez Lipp.

Le lendemain, Seguela vendait sa Rolls et passait à confesse. Depuis, juré, craché par terre, il n'a plus que de modestes voitures à bras. Tout juste une XM.

" Je sais bien ", dit-il pour conclure, " le revenu moyen des Français n'est guère que de 9 000 francs nets par mois. 9 000 francs pour un couple, c'est un peu juste bien sûr, mais croyez-moi, il ne faut pas déifier l'argent."

Surtout quand on en a...

TOPOLINE

saire aux comptes, c'est-à-dire un contrôleur externe et assermenté, qui, chaque année, contrôlerait la gestion et garantirait l'usage des fonds collectés. Avantage de cette solution : elle ne coûte pas un sou à l'Etat, crédibilise les associations, rassure les généreux donateurs.

C'est pourtant la solution inverse que le gouvernement vient de faire adopter par le Parlement, au mois de juillet.

C'est en effet à la Cour des comptes qu'il a été décidé de confier cette mission.

Evidemment la Cour des comptes, qui a déjà la charge de contrôler les comptes de l'Etat, des communes, des entreprises publiques, de d'utilisation des subventions publiques, n'aura jamais les moyens de contrôler toutes les associations. Ce qui amène immédiatement une question. Sur quel critère cette juridiction administrative décidera-t-elle d'engager ou de ne pas engager de contrôle ?

La réponse coule de source.

E. L.

UN MARSEILLAIS CONTRE TAPIE

Nouvel épisode judiciaire pour **Tapie**, et cette fois, nous pouvons en parler. Il n'est pas couvert par les lois, nombreuses, d'amnistie.

On en revient à Marseille dont il est le député, et à l'OM dont il est le président suspendu, mais omniprésent. Il faut dire que dans la capitale phocéenne, c'est comme aux Galeries Lafayette, il se passe toujours quelque chose.

Cette fois, c'est un citoyen, un contribuable au-dessus de tout soupçon, **Hubert Savon**, un commerçant natif de Marseille, qui vient de mettre les pieds dans le plat. Il vient d'intenter une action devant le tribunal administratif sur les conseils de ses deux avocats, MMes **Ronald Perdomo** et **Jean Roussel**. S'appuyant sur l'article L 316-5 du code des communes, Hubert Savon demande au tribunal l'autorisation de se substituer à la ville de Marseille qui, préalablement appelée, a refusé de le faire, afin de poursuivre Bernard Tapie devant la juridiction pénale.

Pour convaincre la juridiction administrative du bien-fondé de sa requête, M. Savon fournit un mémoire de quatre pages, avec preuves à l'appui, dans lequel on relève notamment que Tapie, alors qu'il perçoit de la ville de Marseille une subvention de douze millions de francs, s'est permis de prêter deux millions au club de football de Toulon en novembre 1990.

Preuve donc, que les affaires Tapie intéressent directement la ville de Marseille et les contribuables marseillais « dans la mesure où des relations financières particulières ont été établies avec lui ».

« *Car il est bien évident*, peut-on lire dans le mémoire, *que c'est avec l'argent des contribuables marseillais qu'a été accordée à Bernard Tapie la subvention annuelle dont il bénéficie en tant que président-manager de l'Olympique de Marseille.* »



Toujours sur la balle... et sur la subvention

Combine, vous avez dit combine ?

Cependant, cette subvention ne constitue pas la totalité des avantages financiers consentis. La ville de Marseille est aussi caution pour plus de seize millions de francs et la première banque créditrice de l'OM est le Crédit Municipal à hauteur de trente-six millions et demi de francs.

Et il faut savoir que, selon les dispositions du décret n° 83-914 en date du 7 octobre, le maire de Marseille, **Vigouroux**, est de droit le président du Crédit Municipal.

Tapie, lui, parle de simples suspicions et soutient qu'il est victime d'une machination ourdie par on ne sait trop qui. Mais ne sont-ce pas deux des dirigeants de l'OM, **Jean-Pierre Bernès**, directeur général du club, et **Alain Laroche**, directeur financier, qui, les premiers, lors d'une garde à vue à l'hôtel de police de Marseille, avaient parlé de « primes occultes », « d'habillage juridique », de « fausses factures », de « rémunérations et d'intermédiaires », voire de « missions confidentielles » ?

Ces révélations, que l'on pourrait multiplier à loisir, prouvent à l'évidence que la commune de Marseille a un intérêt matériel à savoir par le détail comment est employé l'argent qu'elle octroie si généreusement à Tapie.

Mais Vigouroux, socialiste comme Tapie, ferme les yeux et ne veut rien entendre. Hubert Savon a donc pris la décision de se substituer au maire.

Pierre DÉMARET

LE JOURNAL D'UN HOMME LIBRE

Le festival du nombril au soleil

Un seul sujet de conversation et d'intérêt : les vacances. Vous avez eu beau temps ? Nous avons eu beau temps. Ils ont eu beau temps. Les trois premiers jours, c'était moche, mais après… Ça, c'est du dialogue !

A la télévision, où comme nul ne l'ignore, l'imagination est au pouvoir depuis mai 1968, on ne saurait parler d'autre chose. Comment et où draguer en vacances : voilà le problème qui passionne les foules. Les réponses sont d'une originalité flamboyante. Les vieux, les jeunes, les hommes, les femmes, les autres, tous sont d'accord : sur la plage. Qu'elle soit de sable ou de galets. C'est là que tout commence et se conclut. Je l'ai entendu, de mes oreilles. Finis le marivaudage, la cour d'amour, la carte du tendre où l'esquif du plaisir voguait sur le lac des béatitudes. On va tout de suite à l'essentiel. Directement du reproducteur à la consommatrice. Il est vrai qu'avec les seins libérés du corsage rétrograde, la moitié du chemin est déjà fait.

Saint-Cloud est vide, qui était jadis un lieu de résidence secondaire et de villégiature. Dans mon quartier il n'y a plus ni boucher, ni boulanger. Ma petite rue, où les places de parking devenaient chères, est déserte. En revanche, le 11 août, ma femme me téléphone : le TGV pour Chambéry était archibondé. Une de mes belles-filles se plaint. A Saint-Malo, c'est la cohue. Impossible de se garer. Dans ces conditions, faire ses courses avec quatre enfants, dont deux fillettes en bas âge, devient une discipline olympique et relève de l'exploit.

Tout est hors de prix. On se fait partout exploiter. Du nord au midi, la croûte est médiocre. Mais vivent les vacances ! On ne saurait s'en priver. Encore moins en être privé. Ce serait une atteinte aux Droits de l'homme.

A constater ce spectacle, qui pourrait croire que nous avons trois millions de chômeurs ? Que le déficit du budget de 1991 va dépasser cent milliards ? Que cinq ou six millions de Zoulous, ou assimilés, campent sur le sol de la France accueillante et hospitalière ? Que nous avons payé 20 % d'impôt de plus que l'an dernier ? Que nous sommes à seize mois de la terrible échéance européenne, à laquelle on prétend se préparer, depuis trois ans, mais sans rien faire ?

Qui pourrait se douter que des centaines et des centaines de milliers de jeunes gens et de jeunes filles, sans diplôme, sans métier, sans éducation, sans discipline, souvent à demi analphabètes, sont condamnés à être des assistés à perpétuité, avant d'avoir commencé à vivre ?

En regardant le *rush* des citadins vers la campagne, le goût qu'ils montrent pour la vie aux champs et les distractions pastorales, qui pourrait imaginer qu'ils laissent ce pouvoir socialiste et cosmopolite tuer lentement, mais sûrement, les paysans d'un pays qui fut, des siècles durant, une nation agricole ?

La fiesta de la transhumance bat son plein. Ni les attaques de voyageurs dans les trains de nuit ; ni les attaques de trains de jour par les non-voyageurs qui ne veulent pas de nouvelles lignes dans leur région (on les comprend) ; ni les commandos de dockers bloquant les ports de Boulogne et de Marseille ne sauraient troubler la bamboula du mois d'août. Même pas les événements d'URSS, l'arrestation de Gorba-le-Magnifique et le retour du KGB qui n'était jamais parti.

Ne troublons pas ce festival du nombril au soleil. La France se bronze. Cela ne signifie pas pour autant qu'elle soit en train de se forger un cœur d'airain.

La moralisation de la vie politique

Pour ne pas déranger la sieste de l'été, dans des quotidiens comme *le Monde* ou *le Figaro*, la vie politique se trouve réduite à une demi-page et à un seul thème : le tripatouillage de la loi électorale par les socialistes. Sujet capital et propice aux cogitations du bord de mer.

En 1981, dans son programme électoral en 110 points, M. Mitterrand avait promis que *« la démocratie serait respectée. »* grâce (entre autres) à trois mesures :

« **Point 45** : *Le mandat présidentiel sera ramené à cinq ans renouvelable, ou limité à sept ans, sans possibilité d'être renouvelé.*

Point 46 : *Le Parlement retrouvera ses droits constitutionnels. Le recours à l'usage du vote bloqué sera limité.*

Point 47 : *La représentation proportionnelle sera instituée pour les élections à l'Assemblée nationale, aux assemblées régionales et aux conseils municipaux pour les communes de 9000 habitants et plus* (1). »

Autant de promesses, autant de mensonges. (De la part du parjure de l'Observatoire, cela ne saurait surprendre.) Le mandat présidentiel n'a pas été ramené à cinq ans. Pas plus qu'il n'a été limité à sept ans. Foulant aux pieds ses engagements, M. Mitterrand s'est porté volontaire aux charges d'un second septennat. Il a eu raison, et il a raison de prendre ses électeurs pour des benêts et des cocus, puisqu'ils l'ont réélu.

Le recours au vote bloqué n'a pas été plus limité que le mandat présidentiel. M. Rocard en a fait un usage constant et Mme Cresson l'imite servilement, à la grande satisfaction du groupe parlementaire socialiste et de l'Elysée. Il est même question qu'elle l'utilise pour imposer la nouvelle loi électorale.

Contrairement à ce qui avait été solennellement assuré aux électeurs, non seulement la proportionnelle ne sera pas rétablie intégralement pour les élections à l'Assemblée nationale — alors qu'elle est une des réformes traditionnelles du parti socialiste — mais elle sera supprimée, au moins en partie, pour les élections aux assemblées régionales et aux conseils municipaux.

Si j'en crois plusieurs informations qui se recoupent, le nombre des députés serait encore augmenté et porté à 600, après un découpage savant qui donnerait satisfaction aux socialistes, aux communistes et aux ralliés du centre. Sur ces 600, 500 seraient élus au scrutin uninominal à deux tours et 100 selon une proportionnelle judicieusement étudiée pour réduire au maximum les succès du Front National. C'est ce qu'on appelle « **moraliser la vie politique** », selon la forte expression de Laurent Fabius.

La loi électorale pour les régionales et les cantonales serait modifiée dans le même esprit. L'essentiel est d'empêcher la débâcle de la majorité présidentielle et la montée spectaculaire du Front National. Les ordinateurs travaillent à mettre au point la formule qui permettra d'atteindre au mieux ces deux objectifs. Le peuple est souverain mais sa volonté n'est acceptable que lorsqu'elle a été adaptée par les spécialistes électoraux et adoptée par les Sages de Sion (qui n'existent pas).

La logique de l'aberration

Comme de bien entendu, et selon les règles de la *commedia dell'arte* politique, les appareils dirigeants de l'opposition parlementaire font un foin du diable. Ils protestent contre l'arbitraire. D'une voix que l'émotion enroue, ils dénoncent l'offense à l'esprit même de la Démocratie. C'est émouvant.

Je trouve pourtant que MM. Giscard, Chirac, Léotard, Longuet, voire Barre et Tutti Quanti, je veux dire Bernard Stasi-Tapie, jamais réellement unis, toujours profondément complices, devraient montrer plus de réserve et nuancer davantage.

Depuis que l'élection légitime le pouvoir, celui-ci, quel qu'il fût, s'est

par François Brigneau



toujours employé à domestiquer celle-là. Déjà à Rome, il y avait les candidats de César, qui bénéficiaient de la protection de l'Empire. Chez nous, les candidatures officielles, soutenues par le Préfet, la police et les corps constitués ont toujours existé. Ceux que le procédé révoltait, devenus les maîtres, se dépêchaient de l'utiliser. En Angleterre, au XVIIIe siècle, il y avait les fameux "bourgs pourris" où, par la corruption des uns et la vénalité des autres, l'élection se vendait aux plus offrants. En France, selon le découpage, il fallait ici 100 000 voix pour être député, alors que là, avec 2000, l'affaire était dans le sac.

Depuis cent vingt ans, naissance de la Troisième République, tous les partis ont magouillé, charcuté, changé de mode de scrutin, fait voter les morts, les impotents, les absents, rempli ou vidé les urnes pour assurer leur victoire et la défaite des concurrents. Sauf nous, dira-t-on. D'accord. Mais ne soyons ni tartuffes, ni jobards : parce que nous fûmes rarement, pour ne pas dire jamais, en mesure de le faire.

Dans ce domaine, personne ne devrait parler de vertu. Ni l'opposition parlementaire, ni la majorité présidentielle qui, elle, voit son cas aggravé par les prétentions à la morale qu'elle affichait. « Ce qui nous sépare et différencie de la droite, c'est la morale », disait Fabius, déja cité. Quand le perchoir l'abandonnera, cet homme aura de l'avenir en comique anglais, flegmatique et douloureusement surpris des malheurs qui l'accablent. On en pleure encore (de rire) dans les chaumières.

A ces constatations générales, il faut ajouter, dans l'affaire qui nous concerne, des remarques particulières. L'opposition parlementaire a tort de tant crier au scandale. C'est elle — et elle seule — qui est responsable de la situation fâcheuse où elle se trouve aujourd'hui. C'est elle qui a volontairement remis les socialistes en selle. C'est grâce à elle qu'ils vont pouvoir lui porter les coups en vache qu'ils sont en train de préparer.

La démonstration de ce que j'avance est lumineuse et simple. Le 16 mars 1986, à vingt heures, grâce à la proportionnelle, malgré des tripatouillages, un découpage à la Gaston, une augmentation — déjà — du nombre des députés (491 à 576), M. Mitterrand a perdu les élections législatives. A l'Assemblée nationale, la majorité présidentielle est devenue minoritaire. Miracle ! M. Chirac, qui ne voulait pas redevenir Premier ministre (« J'ai déjà donné », disait-il), revient à Matignon. Elections, pièges à cons.

On ne croyait pas si bien dire. A peine installé, quelle est sa première décision ? Toutes affaires cessantes, le vote d'une nouvelle loi électorale. Elle remplace, par le scrutin majoritaire, la proportionnelle qui vient de lui redonner le pouvoir, perdu en 1981 par ce même scrutin majoritaire. Cela semble aberrant, et l'est, en surface. Mais il y a une logique profonde à cette aberration apparente.

Le sable des vacances et celui de l'autruche

La proportionnelle permet la représentation à l'Assemblée de familles politiques qui sont écrasées par les autres systèmes électoraux. La nôtre, par exemple. Le 15 mars 1986, le Front national était absent de la représentation. Le 16, il comptait 35 députés.

Or, cette situation, M. Chirac et ses alliés ne peuvent l'accepter. **Ils préfèrent prendre le risque de redonner le pouvoir à M. Mitterrand que d'être amené à le partager avec M. Le Pen — ou d'être obligé de composer avec lui.**

Quand on n'a pas compris cela, on n'a pas compris la réalité de la situation politique actuelle — comme cet auditeur de *Radio-Courtoisie* (2) qui, mercredi dernier, reprochait à Roger Holeindre d'attaquer avec vigueur « *les princes de la droite molle* ».

C'est cette volonté, passionnelle et presque hystérique, d'exclure le Front National de la vie politique officielle, qui explique le retour précipité au scrutin majoritaire. Lequel va entraîner le second septennat de M. Mitterrand ; la dissolution de l'Assemblée et la défaite qui suit. Car ce n'est pas lire l'avenir dans le passé, ni solliciter les faits, ni tirer des plans sur la comète, que de penser que M. Mitterrand aurait hésité à se représenter, si la proportionnelle était demeurée en place, tant la cohabitation lui avait pesé.

En tout cas qu'il n'aurait pas dissous sous ce mode de scrutin.

La proportionnelle, en effet, c'était la défaite de la gauche garantie à coup sûr, ou presque.

· Pourquoi ?

D'abord, parce que, avec la proportionnelle, les Verts, c'est au PS qu'ils prennent le plus de voix.

Ensuite, et surtout, parce que le Front National est le seul mouvement de droite, qui morde largement, très largement, à gauche. Pour s'en convaincre, il suffit d'étudier les résultats électoraux dans certaines circonscriptions populaires de Marseille et de l'Ile-de-France. Contrairement à ce qu'affirment les politologues à la Duhamel, ce n'est pas Mitterrand qui a laminé le parti communiste. C'est l'histoire et Le Pen. Les classes sociales les plus défavorisées sont celles qui souffrent le plus de la politique conduite hier par « la droite molle », aujourd'hui par la gauche d'affaires, en ce qui concerne l'immigration, l'insécurité, le chômage. Leur seul espoir, c'est le Front National. Il est donc normal qu'elles lui apportent leurs suffrages et, quand il n'est pas là, qu'elles aillent à la pêche, ou retrouvent leurs votes traditionnels.

Cette analyse n'a pas échappé aux spécialistes de l'UDF et du RPR. C'est donc en parfaite connaissance de cause, sciemment, qu'ils ont condamné la proportionnelle : mieux valait, pour eux, une loi électorale qui favorisât le retour des socialistes qu'une loi électorale qui profitât au Front. L'argument des majorités mieux dégagées par le scrutin majoritaire n'est qu'un prétexte. La preuve : l'UDF et le RPR protestent quand on parle de supprimer la proportionnelle lors des prochaines élections régionales.

Dans ce mic-mac électoral, leur responsabilité est trop grande, leur complicité trop établie pour que leur émotion soit crédible. Ce n'est qu'une grimace de plus. Ils n'ont pas changé. Ce n'est pas M. Mitterrand et sa clique qu'ils cherchent à abattre. C'est Le Pen et les siens qu'ils veulent empêcher de gagner.

Au demeurant cela n'a que peu d'importance. La victoire, le Front National ne la devra jamais à l'adhésion tactique des appareils dirigeants de la droite parlementaire. C'est la masse populaire des électeurs qui la lui donnera, le peuple soudé et soulevé par le cri farouche monté du fond des âges : "La France aux Français !".

A condition, bien sûr, que ceux-ci ne continuent pas à se croire protégés des périls par le sable des vacances, comme l'autruche par celui du désert. L'affaire de Moscou, qui éclate comme je termine cette chronique, suffit à la démontrer.

francois brigneau

1) *Le Nouveau Pouvoir.* Ed Lattès, p. 81.

2) *Radio-Courtoisie*, qui ne couvrait qu'une partie de la région parisienne, sur 95,6 MHz, peut être désormais reçue à Chartres (104,5), Caen (100,6), Le Havre (101,1), Cherbourg (87,8) et Le Mans (98,8).

Les leçons du Golfe n'ont servi a rien...

LA GUÉRILLA POUR CASSER L'ARMÉE FRANÇAISE

Il n'y a pas que des officiers généraux et supérieurs ni quelques anciens ministres comme André Giraud, à s'inquiéter du sort réservé par les socialistes à l'Armée française.

La quasi-totalité des spécialistes estiment maintenant que l'offensive menée conjointement par Bérégovoy et Charasse contre le budget de la Défense — et contre son utilisation harmonieuse — met carrément en danger tout le potentiel militaire de la France, en même temps que sa crédibilité sur le plan international.

La réduction de 1 % du budget de la Défense — dont André Giraud a fait justement remarquer qu'elle serait en fait amenée à 4,5 % par le simple jeu de l'inflation — était déjà catastrophique en soi, au moment précis où le rythme des renouvellements de matériels devait à tout prix être maintenu et même, si possible, accéléré. Est venue s'y ajouter immédiatement une guérilla en forme de sabotage de l'intéressant Charasse, bloquant les dépenses de fonctionnement des services et imposant des "tranches" d'utilisation des crédits incompatibles avec les nécessités d'équipement ou de rééquipement des forces armées.

Les directives du ministre du Budget — qui avait "oublié" d'en faire part à son collègue **Pierre Joxe**, se disant ministre de la Défense — ont déjà provoqué, à la fin du mois de juin, un véritable scandale à la Délégation générale pour l'armement, dont un service-clé, la Surveillance industrielle de l'armement, chargé de vérifier la conformité des matériels militaires, avait pratiquement été mis en cessation de paiement par les initiatives charassiennes. C'en était au point que 2 000 fonctionnaires ignoraient s'ils allaient être payés le mois suivant — et que toute homologation de matériel nouveau risquait d'être bloquée jusqu'à la fin de l'année.

Avec, à la clé, précisons-le bien, un blocage de toutes les recettes — importantes — dues aux facturations commerciales du service, facteur traditionnel d'équilibre de son budget. C'était un peu comme si on interdisait formellement à un épicier d'acheter un stock de boîtes de sardines pour lui reprocher, en fin d'année, de n'avoir tiré aucun bénéfice de la vente desdites sardines. Et cela prouvait surtout que Charasse était soit un crétin, soit un saboteur, soit les deux à la fois, hypothèse qui n'est peut-être pas à écarter totalement.

Charasse contre Joxe

Le plus beau était que Charasse, appuyé et couvert par Bérégovoy, entamait cette guerre digne du défunt père Soupe contre le ministère de Joxe, alors que Joxe avait déjà, de son côté, déclaré la guerre à son propre ministère, y pratiquant, comme il l'avait déjà fait à l'Intérieur, une allègre chasse aux sorcières et l'accablant d'oukases imbéciles et souvent paralysants. Joxe entend tout vérifier, et trancher de tout selon ses normes très personnelles, et le premier résultat est que le ministère de la Défense a pris un retard de fonctionnement sans précédent dans les annales.

Or, ces jeux du cirque socialistes, ces comédies-ballets d'irresponsables profonds surviennent au moment où, dans le domaine de la Défense, un bilan rigoureux est à dresser et un choix capital s'impose. La question qui se pose est dramatiquement simple, et elle exige une réponse urgente : la France veut-elle ou non conserver une possibilité d'action militaire en appui de sa politique internationale ? Et veut-elle que cette action puisse, éventuellement, être autonome ?

Les enseignements du conflit du Golfe sont là, et ils sont loin d'être frais et joyeux comme un discours de 14 Juillet. Car, au-delà des rodomontades, des communiqués télévisés et des drapeaux décorés, il y a la vérité. Têtue, impitoyable...

Des sénateurs inquiets

La commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées du Sénat a établi en avril dernier un rapport détaillé à ce sujet, et ce rapport se révèle aussi passionnant qu'il est inquiétant.

En publiant l'analyse détaillée, le bulletin de l'Association Soutien à l'Armée Française (ASAF), organisation apolitique regroupant 95 associations à caractère militaire, résume ainsi les conclusions de ce texte :

« La France se veut une des quatre grandes nations mondiales et entend mener une politique étrangère de grande puissance sans toutefois consentir les sacrifices nécessaires pour tenir ce rang. Il faut malheureusement nous résigner à admettre que nous ne sommes plus actuellement qu'une nation moyenne... Notre prestation dans le Golfe a été minime parce que nous n'avions pas les moyens de faire mieux. Nos combattants ont fait preuve d'un haut degré d'entraînement et d'une ardeur à servir qui ne donnent lieu à aucune critique. Ce conflit local a démontré qu'à notre époque, ces qualités ne suffisent pas, car, pour être efficace, il faut en plus doter ces bons soldats du matériels et de la logistique nécessaires pour qu'ils puissent remplir leur mission...

« Que se serait-il passé si nous avions été seuls dans la course ? Serons-nous toujours obligés, à cause de nos insuffisances matérielles, de n'envisager aucune action de moyenne envergure sans avoir recours à l'aide de la puissante Amérique ? Si nous ne réagissons pas, ce sera, hélas, ce à quoi nous devrons nous résigner. »

Des carences mortelles

Le rapport sénatorial relève notamment l'absence de tout système antimissile — comme le Patriot américain —, ce qui nous rend vulnérables tant devant les milliers de fusées tactiques et stratégiques d'une nation comme l'Union soviétique que devant, comme l'a montré l'affaire du Golfe, un pays doté de missiles obsolètes comme le Scud.

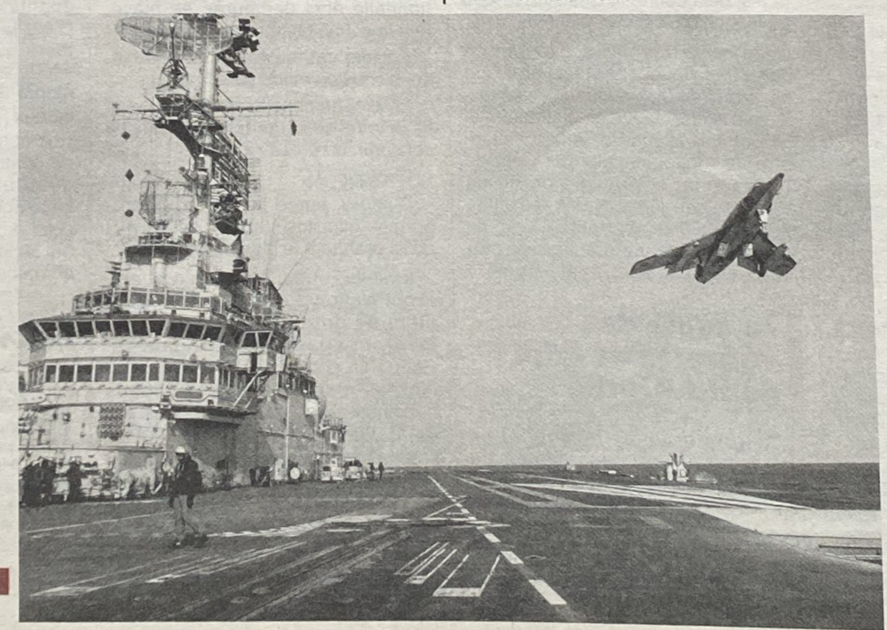
Le texte déplore également l'abandon de la bombe à neutrons, « facile à fabriquer à un coût acceptable et terriblement efficace contre les concentrations de blindés ».

Autre passage-clé résumé par le bulletin de l'ASAF :

« Un autre enseignement signalé est, pour une force d'intervention, la nécessité de posséder des moyens d'observation du champ de bataille et de détection afin d'être renseigné sur les positions et les mouvements de l'adversaire. Ces moyens existent et ont été employés par les Américains avec grand succès pendant ce conflit. Ce sont les avions type Awacs, véritables PC volants, et les satellites espions. Nous ne possédions ni les uns ni les autres, mais, depuis notre retour du Golfe, ce besoin a paru si évident que quatre Awacs ont été commandés aux Etats-Unis.

Un appareil est déjà arrivé. Fasse le Ciel que des considérations électorales ou budgétaires n'amènent pas notre gouvernement à annuler l'achat des trois autres. Nous possédons un satellite militaire, Helios. Bien qu'il ne réponde que partiellement aux besoins d'une armée moderne, il a le mérite d'exister et de com-

Un matériel aéronaval qui a terriblement vieilli.



SOCIALISTE

Entre Bérégovoy et Charasse, les militaires sont mal partis. Et la France avec eux...

bler certaines lacunes du renseignement opérationnel... Il a été fait efficacement dans ce conflit un usage intensif d'engins sol-sol. Ceux que nous avons eu en petite quantité sont obsolètes. Il nous faudra en acquérir d'autres ou en fabriquer de plus performants. »

Après avoir souligné le funeste désordre dans lequel les effectifs militaires français avaient été engagés dans le Golfe, après, six mois durant, des brassages et des amalgames d'unités, acrobatiques et dangereux, le rapport passe à l'examen du matériel. Citons-là, plus longuement, l'analyse faite par l'ASAF :

« Nous ne devons pas nous laisser aller à une satisfaction béate parce qu'heureusement nous sommes parvenus dans certains domaines à susciter l'admiration de nos alliés par les réalisations militaires de haute technicité qu'ils s'empressent de nous acheter :

- Notre système de communications RITA est actuellement le meilleur du monde.

- Le système à évasion de fréquence permet de changer plusieurs fois de fréquence radio par seconde et de ce fait empêche le repérage et le brouillage.

- Notre fusil FAMAS, nos LRAC sont performants. Nos AMX 10 sont de très bons engins de reconnaissance et nos véhicules de combat blindés de l'avant sont excellents.

Là s'arrêtent, hélas, nos motifs d'autosatisfaction, car :

Nous ne possédons aucun char lourd moderne à canon de 120 mm capable de tirer en marche de jour comme de nuit. Le char Leclerc, qui comblera cette lacune, n'a pour l'instant été commandé qu'à 60 exemplaires, et les premiers n'arriveront dans nos unités qu'en 1992. Il nous en faudrait 1 000 pour remplacer nos AMX 30 devenus obsolètes.

En 1997, l'ALAT (Aviation légère de l'Armée de Terre) recevra 214 Tigres, hélicoptères de combat franco-allemands à haute performance, jour et nuit, équipés de missiles Mistral et d'un canon de 30 mm.

Le lance-roquettes multiple LRM ou MLRS qui est indispensable à la modernisation de notre artillerie doit faire son apparition dans nos régiments, mais une récente décision supprime déjà un régiment de ce type soit 24 lanceurs.

Par ailleurs, le conflit du Golfe a montré la nécessité de posséder des stocks importants de missiles guidés, obus, etc., car la consommation a sérieusement augmenté, surpassant les prévisions. Or les stocks français étaient ridiculement bas et ne permettaient que quelques jours de feu. Cette lacune pourra être comblée assez facilement, mais il faut commencer de suite à s'en occuper. »

Des porte-avions hors d'âge

Et les auteurs de l'analyse poursuivent un peu plus loin :

« L'état de notre Marine nationale n'est pas meilleur :

Certes nos sous-marins nucléaires sont modernes et performants. En revanche, nos deux porte-avions, le *Clemenceau* et le *Foch*, sont déjà anciens et devront être désarmés en 1998 et 2004, après 40 ans de service. Ils doivent être remplacés par le *Charles de Gaulle* seul, et ce dernier sera lancé au mieux en 1999.

Le nombre de nos bâtiments anti-aériens équipés de missiles Crusader hors d'âge, lentement remplacés par des Mazurka plus modernes va passer à 4, ce qui est insuffisant pour assurer la protection de notre flotte.

La crise du Golfe a mis en évidence la nécessité de posséder pour une intervention extérieure des TCD, navires polyvalents aptes à remplir des missions très diversifiées telles que le transport des régiments, leur soutien logistique, etc.

Le seul TCD que nous ayons actuellement est la *Foudre*, moderne et répondant parfaitement aux besoins. Les deux autres bâtiments de ce type, l'*Orage* et l'*Ouragan*, sont vieux et trop petits. Rien n'est actuellement programmé pour doter la Marine d'autre TCD, bien que trois au moins soient indispensables.

Ajoutons qu'en l'an 2000 nous n'aurons plus que cent bâtiments, dont beaucoup vétustes, ce qui ne donnera pas à notre Marine la puissance nécessaire à la défense de nos intérêts outre-mer.

La logique de l'absurde

Notre Armée de l'Air n'est guère mieux lotie :

Nous n'avons pas d'avions d'appui tout-temps capables d'agir de nuit. Nos Jaguar sont désuets. Il faudra attendre 1994 pour que notre aviation perçoive les premiers Mirage 2000 RDI et 1998 pour la mise en service du Rafale polyvalent qui équipera aussi notre porte-avions.

Ils remplaceront 60 % de nos 450 avions de combat. Actuellement, on peut estimer que notre Armée de l'Air n'est dotée que de 165 appareils à peu près performants pour des avions de combat.

Notre flotte de transport aérien militaire est nettement insuffisante. Nous avons bien 22 avions ravitaillables en vol et 14 ravitailleurs, mais à part 12 Hercule qui peuvent porter 19 tonnes à 4 000 km, les autres sont des Transall portant 15 tonnes à la ridicule distance de 1000 km.

Notre Armée de l'Air a besoin d'Airbus 340, version militaire, mais ils coûtent chacun 600 MF ! »

C'est donc, n'en déplaise à MM. Bérégovoy et Charasse, un effort complet et immédiat qui doit être accompli sur le plan de l'équipement militaire si la France veut continuer à jouer un rôle dans le monde — surtout au moment où les récentes révélations des archives de Berlin-Est montrent que le péril armé soviétique n'est nullement écarté (voir *NH* n° 369).

Mais tout se passe comme si l'on voulait à la fois jouer les Tartarin aux quatre coins de la planète et "casser" l'armée et l'armement français. Dès après le conflit du Golfe, en mars dernier, on calculait en haut lieu que, pour équiper sérieusement nos forces armées, il faudrait, dans l'idéal, une augmentation de 25 % du budget militaire. Le résultat a été une diminution de 1 %. Il faut quand même faire un sérieux effort pour se souvenir que nous sommes au pays de Descartes...

Jean BOURDIER

Des manques aussi dans les blindés



DRO
D'ASI

Sous le fallacieux prétexte de ramener le calme dans les banlieues, et accessoirement la nourriture dans l'estomac de l'abbé Pierre et de ses grévistes de Bordeaux, le gouvernement Rocard, agité des derniers soubresauts de l'agonie, prenait en avril dernier la décision d'accélérer le processus de " régularisation des clandestins et demandeurs d'asile". Ainsi, de deux ans qu'il fallait en moyenne à l'O.F.P.R.A. pour rendre son verdict, on ramenait le délai à trois mois par dossier, le tout assorti de la quasi-certitude d'une réponse favorable.

Si les grévistes de la faim retrouvèrent l'appétit, les loubards de banlieue n'en furent pas pour autant apaisés. Il leur fallait plus qu'un décret : un gouvernement tout entier. C'est ainsi qu'à la date du 15 mai, la France incrédule voyait se confirmer les ragots d'un marchand de lessive. **Seguela** avait donc dit vrai : Michel Rocard s'en allait tailler ses rosiers, et Madame **Edith Cresson** lui succédait à Matignon. Afin que nul n'ignore qu'elle était la femme de la situation, Tonton lui avait mis dans sa musette un nouveau ministère. C'était celui de **Jean-Louis Bianco** et de son Secrétaire d'Etat **Kofi Yamgnane**, les préposés à l'intégration.

Le temps d'échanger les bons voeux et de voir à quoi ressemblait le gouvernement nouveau-né, les clandestins quittaient leurs lits de douleur, et, le 25 mai, remontaient les grands boulevards de la République à l'Opéra, aux cris de " Europe, ton asile fout le camp ! ", et " des papiers pour les déboutés du droit d'asile ! " (Est-il besoin de rappeler que quelques jours avant, on avait interdit aux membres du Front National de manisfester contre l'insécurité, au motif qu'ils risquaient de troubler l'ordre public ?).

Des charters à l'INSEE

Trois semaines plus tard, c'était **Jacques Chirac** qui, tentant une manoeuvre désespérée pour récupérer des voix qu'il sentait lui glisser comme l'eau entre les doigts, s'empêtrait dans une histoire " d'immigrés malodorants ". Tollé général, cris d'orfraie, puis glissement subtil et récupération en douceur : " Comment donc, mais cet homme là était à bout. Bien sûr qu'il avait raison, mais non il n'était pas raciste. Mais oui, mais oui, on allait prendre des mesures. Et sévères avec ça ! " Cresson-la-gaffe, encore sous le coup du salon du Bourget, nous ressortait les charters et promettait un plan d'urgence. C'était début juillet.

Le 14, sous les huées et les sifflets, Tonton faisait son homélie sur le Saint Évangile de la Loi Joxe. Plus de clandestins, plus d'immigrés tout court; la mort dans l'âme, on se rendait enfin à l'évidence : nous ne pouvions accueillir en France toute la misère du monde.

Nous voilà rendus au 15 août. 100 millions de francs ont été dépensés pour les " colos-Cresson ". A l'embrasement des banlieues ont succédé les incendies de forêts, et si les Canadair ont quitté les hangars, les charters du ministre n'ont pas encore pris l'air. Mais qui s'en soucie ? Le Français est en vacances, pas vrai ?

Et pourtant, dans la torpeur de juillet finissant, on a tenté, par INSEE interposé, de nous rejouer l'Apocalypse : trop âgés, incapables d'assurer le renouvellement de nos populations, nous allons finir comme les dinosaures. A moins, bien sûr, que nous n'ouvrions tout grand nos bras et... nos frontières !

C'est gros, très gros même. Gros comme de la ficelle de socialiste, qui ne sait quel mensonge inventer pour faire comprendre au peuple que des mesures ont été prises, certes, mais absolument à l'encontre de ce qui était annoncé.

Une éloquente circulaire.

Ainsi, le 23 juillet exactement, une circulaire émanant du ministère de l'Intérieur ainsi que du ministère des Affaires sociales et de l'intégration, a été adressée aux préfets (voir document) Elle traite du sort des " demandeurs d'asile déboutés " — ce qui est déjà un non-sens en soi ! — et fait suite à une circulaire télégraphique du 31 mai et une première note en date du 16 juillet annonçant qu'une " réflexion " était en cours sur le sujet.



Au cœur du problème, l'inévitable Tati

La réflexio
voici donc la
Au chapi
demandes :
" Pourron
tions, être
un dossi
d'admissio
dérogatoire
vail, les pe
tiennent a
vantes :

— **dem**
ayant reç
rejet défin
de d'asil
(Office F
tion des
trides)
(Commiss

— **de**
ayant re
tion à q
français
déféré;

— **de**
ayant p
ment un
sion e
séjour q

— **de**
ayant fa
préfect

REPUBLIQUE FRANCAISE

MINISTERE DE L'INTERIEUR

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALE
ET DE L'INTEGRATION

PARIS, le 23 JUIL 1991

NOR INTD9100163C

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR

LE MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALE
ET DE L'INTEGRATION

à

MESDAMES et MESSIEURS LES PREFET

- Cabinet
- Direction de la Réglementation
- Direction Départementale
  du Travail et de l'Emploi

MONSIEUR LE PREFET DE POLICE

MONSIEUR LE DIRECTEUR DE L'OFFIC
DES MIGRATIONS INTERNATIONALES

Toutes les attentions ministérielles...

L'ART DE REPÊCHER LES CLANDESTINS

JG/MP
PRÉFECTURE DU RHÔNE

DIRECTION
DE LA RÉGLEMENTATION

3e Bureau
Etrangers

Affaire suivie par
Poste 6244
DOSSIER N° C 94 036

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Lyon, le 01 AOUT 1991

ATTESTATION SPECIALE

(délivrée en application de la circulaire du Premier Ministre n° 2064/SG du 17 mai 1985).

NOM : KANZA

PRENOM : Banzuzi

DATE ET LIEU DE NAISSANCE : 28 août 1960 à KINSHASA

NATIONALITE : zaïroise

ADRESSE : 101 rue Henri Legay 69100 Villeurbanne
c/Mr TCHALIHC

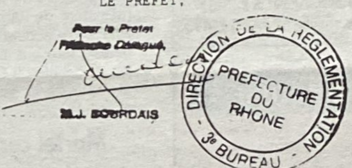
S'est présenté à mes services le 1er août 1991 en vue de solliciter l'asile.

L'autorisation provisoire de séjour ne lui a pas été délivrée pour le motif suivant :

antérieurement au dépôt de sa demande d'asile, le 26 juillet 1991, l'intéressé a fait l'objet de poursuites judiciaires pouvant entraîner sa condamnation à une peine d'interdiction du territoire national.

Fait à LYON, le 01 AOUT 1991

LE PREFET,



106, rue Pierre Corneille - 69419 LYON CEDEX 03 - Tél. 72 61 60 60 - Télex 370 282 F - Télécopie 78 60 49 38

On se heurte à un refus, mais, croyez-vous que l'affaire soit finie ?

PRÉFECTURE DU RHÔNE

DIRECTION
DE LA RÉGLEMENTATION

3e Bureau
Etrangers

Affaire suivie par
Poste 6235
DOSSIER N° C 94 036

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Lyon, le 26 JUIL. 1991

A T T E S T A T I O N

Je soussigné M. Achille MATTEACCI directeur de la réglementation atteste avoir reçu le 26 JUIL. 1991 la demande de statut de réfugié déposée par M. KANZA BANZUZI, de nationalité zaïroise.

Cette demande a été transmise le jour-même à l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides.

Le Directeur de la Réglementation,

Pour le Préfet,
Le Directeur de la Réglementation,

Achille MATTEACCI

On demande toujours...

la frontière, notifié ou à notifier, et qui se sont maintenus sur le territoire;
— demandeurs d'asile ayant été condamnés à l'interdiction temporaire du territoire pour séjour irrégulier ou pour infraction à arrêté de reconduite à la frontière.

En conséquence de quoi, il est demandé aux préfets :

Dans le cas où l'étranger concerné aura dans le passé fait l'objet d'une décision de refus de séjour ou d'un arrêté de reconduite à la frontière, vous veillerez à l'abrogation de ces mesures. Ceux d'entre eux qui auront fait l'objet d'une condamnation à l'interdiction du territoire devront être invités à en demander le relèvement.

Avec le concours du MRAP

Il est par ailleurs mentionné, dans le cours de cette circulaire, que les personnes " ayant vocation à bénéficier de ces mesures " devront être entrées en France avant 1989. Ce qui, au regard des documents que nous publions ici, ne semble pas devoir freiner la générosité des autorités...

Le but est donc clair : accueillir tous les indésirables, légaliser les illégaux, faire fi de la loi française, de sa justice et de ses décisions, et tout cela en un temps record.

La tâche est vaste, on l'imagine, aussi le gouvernement a-t-il recours aux bons offices de ses associations relais, comme en témoigne ce tract émanant du MRAP (Mouvement contre le Racisme et l'Antisémitisme et pour la Paix, proche du parti communiste), où l'on peut lire :

" Sachons seulement que les pouvoirs publics sont très demandeurs d'un rôle actif des associations dans l'opération de régularisation (leur intérêt évident est d'avoir des dossiers " pré-mâchés")." Lesdites associations dénonçant malgré tout cette circulaire comme " une surenchère dans les actes d'exclusion "!

Mais que les candidats " ayant vocation aux mesures exceptionnelles " se rassurent Si, après avoir essuyé un refus de l'O.F.P.R.A, puis de la commission des recours, ils se voyaient déboutés par un préfet raciste, alors il leur resterait encore " le Comité de suivi ". Quatre sages, parmi lesquels trône, tel Saint-Pierre gardant l'entrée du Paradis, l'ineffable, l'incontournable abbé Pierre.

Marie-Claire ROY

mrap
mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples
89, rue oberkampf
75543 paris cedex 11
(1) 48 06 88 00
minitel : 3615 mrap
télécopieur
(1) 48 06 88 01

Préfecture concernée, ou l'inciter à s'y présenter seul ?

Chaque Comité déterminera sa politique en la matière.

Sachons seulement que les pouvoirs publics sont très demandeurs d'un rôle actif des associations dans l'opération de régularisation (leur intérêt évident est d'avoir à traiter des dossiers "pré-mâchés").

Le MRAP entre dans la danse pour arranger les choses...

DROIT D'ASILE

L'ART DE REPÊCHER LES CLANDESTINS

Sous le fallacieux prétexte de ramener le calme dans les banlieues, et accessoirement la nourriture dans l'estomac de l'abbé Pierre et de ses grévistes de Bordeaux, le gouvernement Rocard, agité des derniers soubresauts de l'agonie, prenait en avril dernier la décision d'accélérer le processus de " régularisation des clandestins et demandeurs d'asile". Ainsi, de deux ans qu'il fallait en moyenne à l'O.F.P.R.A. pour rendre son verdict, on ramenait le délai à trois mois par dossier, le tout assorti de la quasi-certitude d'une réponse favorable.

Si les grévistes de la faim retrouvèrent l'appétit, les loubards de banlieue n'en furent pas pour autant apaisés. Il leur fallait plus qu'un décret : un gouvernement tout entier. C'est ainsi qu'à la date du 15 mai, la France incrédule voyait se confirmer les ragots d'un marchand de lessive. **Seguela** avait donc dit vrai : Michel Rocard s'en allait tailler ses rosiers, et Madame **Edith Cresson** lui succédait à Matignon. Afin que nul n'ignore qu'elle était la femme de la situation, Tonton lui avait mis dans sa musette un nouveau ministère. C'était celui de **Jean-Louis Bianco** et de son Secrétaire d'Etat **Kofi Yamgnane**, les préposés à l'intégration.

Le temps d'échanger les bons voeux et de voir à quoi ressemblait le gouvernement nouveau-né, les clandestins quittaient leurs lits de douleur, et, le 25 mai, remontaient les grands boulevards de la République à l'Opéra, aux cris de " Europe, ton asile fout le camp ! ", et " des papiers pour les déboutés du droit d'asile ! " (Est-il besoin de rappeler que quelques jours avant, on avait interdit aux membres du Front National de manisfester contre l'insécurité, au motif qu'ils risquaient de troubler l'ordre public ?).

Des charters à l'INSEE

Trois semaines plus tard, c'était **Jacques Chirac** qui, tentant une manoeuvre désespérée pour récupérer des voix qu'il sentait lui glisser comme l'eau entre les doigts, s'empêtrait dans une histoire " d'immigrés malodorants ". Tollé général, cris d'orfraie, puis glissement subtil et récupération en douceur : " Comment donc, mais cet homme là était à bout. Bien sûr qu'il avait raison, mais non il n'était pas raciste. Mais oui, mais oui, on allait prendre des mesures. Et sévères avec ça ! " Cresson-la-gaffe, encore sous le coup du salon du Bourget, nous ressortait les charters et promettait un plan d'urgence. C'était début juillet.

Le 14, sous les huées et les sifflets, Tonton faisait son homélie sur le Saint Évangile de la Loi Joxe. Plus de clandestins, plus d'immigrés tout court; la mort dans l'âme, on se rendait enfin à l'évidence : nous ne pouvions accueillir en France toute la misère du monde.

Nous voilà rendus au 15 août. 100 millions de francs ont été dépensés pour les " colos-Cresson ". A l'embrasement des banlieues ont succédé les incendies de forêts, et si les Canadair ont quitté les hangars, les charters du ministre n'ont pas encore pris l'air. Mais qui s'en soucie ? Le Français est en vacances, pas vrai ?

Et pourtant, dans la torpeur de juillet finissant, on a tenté, par INSEE interposé, de nous rejouer l'Apocalypse : trop âgés, incapables d'assurer le renouvellement de nos populations, nous allons finir comme les dinosaures. A moins, bien sûr, que nous n'ouvrions tout grand nos bras et... nos frontières !

C'est gros, très gros même. Gros comme de la ficelle de socialiste, qui ne sait quel mensonge inventer pour faire comprendre au peuple que des mesures ont été prises, certes, mais absolument à l'encontre de ce qui était annoncé.



Au cœur du problème, l'inévitable Tatie Danielle

REPUBLIQUE FRANCAISE

MINISTERE DE L'INTERIEUR

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALE ET DE L'INTEGRATION

PARIS, le 23 JUIL 1991

NOR INTD9100163C

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR

LE MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALE ET DE L'INTEGRATION

à

MESDAMES et MESSIEURS LES PREFET:

- Cabinet
- Direction de la Réglementation
- Direction Départementale du Travail et de l'Emploi

MONSIEUR LE PREFET DE POLICE

MONSIEUR LE DIRECTEUR DE L'OFFIC: DES MIGRATIONS INTERNATIONALES

Toutes les attentions ministérielles...

Une éloquente circulaire.

Ainsi, le 23 juillet exactement, une circulaire émanant du ministère de l'Intérieur ainsi que du ministère des Affaires sociales et de l'intégration, a été adressée aux préfets (voir document) Elle traite du sort des " demandeurs d'asile déboutés " — ce qui est déjà un non-sens en soi ! — et fait suite à une circulaire télégraphique du 31 mai et une première note en date du 16 juillet annonçant qu'une " réflexion " était en cours sur le sujet.

La réflexion ayant abouti, en voici donc la teneur.

Au chapitre Instruction des demandes :

" Pourront, dans ces conditions, être admises à déposer un dossier de demande d'admission exceptionnelle et dérogatoire au séjour et au travail, les personnes qui appartiennent aux catégories suivantes :

— demandeurs d'asile ayant reçu notification du rejet définitif de leur demande d'asile par l'O.F.P.R.A. (Office Français de protection des réfugiés et apatrides) ou par la C.R.R. (Commission des recours);

— demandeurs d'asile ayant reçu une IQF (Invitation à quitter le territoire français) et n'y ayant pas déféré;

— demandeurs d'asile ayant présenté précedemment une demande d'admission exceptionnelle au séjour qui a été rejetée;

— demandeurs d'asile ayant fait l'objet d'un arrêté préfectoral de reconduite à la frontière, notifié ou à notifier, et qui se sont maintenus sur le territoire;

— demandeurs d'asile ayant été condamnés à l'interdiction temporaire du territoire pour séjour irrégulier ou pour infraction à arrêté de reconduite à la frontière.

En conséquence de quoi, il est demandé aux préfets :

Dans le cas où l'étranger concerné aura dans le passé fait l'objet d'une décision de refus de séjour ou d'un arrêté de reconduite à la frontière, vous veillerez à l'abrogation de ces mesures. Ceux d'entre eux qui auront fait l'objet d'une condamnation à l'interdiction du territoire devront être invités à en demander le relèvement.

PRÉFECTURE DU RHÔNE

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION

3e Bureau Etrangers

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Lyon, le 26 JUIL. 1991

Affaire suivie par

Poste 6235

DOSSIER N° C 94 036

ATTESTATION

Je soussigné M. Achille MATTEACCI directeur de la réglementation atteste avoir reçu le 26 JUIL. 1991 la demande de statut de réfugié déposée par M. KANZA BANZUZI, de nationalité zaïroise.

Cette demande a été transmise le jour-même à l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides.

Le Directeur de la Réglementation,

Pour le Préfet,
Le Directeur de la Réglementation,

Achille MATTEACCI

On demande toujours...

Avec le concours du MRAP

Il est par ailleurs mentionné, dans le cours de cette circulaire, que les personnes " ayant vocation à bénéficier de ces mesures " devront être entrées en France avant 1989. Ce qui, au regard des documents que nous publions ici, ne semble pas devoir freiner la générosité des autorités...

Le but est donc clair : accueillir tous les indésirables, légaliser les illégaux, faire fi de la loi française, de sa justice et de ses décisions, et tout cela en un temps record.

La tâche est vaste, on l'imagine, aussi le gouvernement a-t-il recours aux bons offices de ses associations relais, comme en témoigne ce tract émanant du MRAP (Mouvement contre le Racisme et l'Antisémitisme et pour la Paix, proche du parti communiste), où l'on peut lire :

" Sachons seulement que les pouvoirs publics sont très demandeurs d'un rôle actif des associations dans l'opération de régularisation (leur intérêt évident est d'avoir des dossiers " pré-mâchés")." Lesdites associations dénonçant malgré tout cette circulaire comme " une surenchère dans les actes d'exclusion "!

Mais que les candidats " ayant vocation aux mesures exceptionnelles " se rassurent Si, après avoir essuyé un refus de l'O.F.P.R.A, puis de la commission des recours, ils se voyaient déboutés par un préfet raciste, alors il leur resterait encore " le Comité de suivi ". Quatre sages, parmi lesquels trône, tel Saint-Pierre gardant l'entrée du Paradis, l'ineffable, l'incontournable abbé Pierre.

Marie-Claire ROY

JG/MP
PRÉFECTURE DU RHÔNE

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION

3e Bureau Etrangers

REPUBLIQUE FRANCAISE

Lyon, le 01 AOUT 1991

Affaire suivie par

Poste 6244

DOSSIER N° C 94 036

ATTESTATION SPECIALE

(délivrée en application de la circulaire du Premier Ministre n° 2064/SG du 17 mai 1985).

NOM : KANZA

PRENOM : Banzuzi

DATE ET LIEU DE NAISSANCE : 28 août 1960 à KINSHASA

NATIONALITE : zaïroise

ADRESSE : 101 Rue Henri Legay 69100 Villeurbanne

S'est présenté à mes services le 1er août 1991 en vue de solliciter l'asile.

L'autorisation provisoire de séjour ne lui a pas été délivrée pour le motif suivant :

antérieurement au dépôt de sa demande d'asile, le 26 juillet 1991, l'intéressé a fait l'objet de poursuites judiciaires pouvant entraîner sa condamnation à une peine d'interdiction du territoire national.

Fait à LYON, le 01 AOUT 1991

LE PREFET,

Pour le Préfet

M.J. BOURDAIS

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION – PRÉFECTURE DU RHÔNE – 3e BUREAU

106, rue Pierre Corneille - 69419 LYON CEDEX 03 Tel 72-61-60-60 Telex 370-282 F Telecopie 78-60-49-38

On se heurte à un refus, mais, croyez-vous que l'affaire soit finie ?

mrap
mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples
89, rue oberkampf
75543 paris cedex 11
(1) 48 06 88 00
minitel : 3615 mrap
télécopieur
(1) 48 06 88 01

Préfecture concernée, ou l'inciter à s'y présenter seul ?

Chaque Comité déterminera sa politique en la matière.

Sachons seulement que les pouvoirs publics sont très demandeurs d'un rôle actif des associations dans l'opération de régularisation (leur intérêt évident est d'avoir à traiter des dossiers "pré-mâchés").

Le MRAP entre dans la danse pour arranger les choses...

L'AGRICULTURE NOTRE AFFAIRE A[T...]

Défe[...] des Fra[...]

A Châtellerault, cité dont **Edith Cresson**, actuel Premier ministre, est accessoirement maire, une brillante démonstration de l'incapacité des syndicats situés « à gauche » à défendre leurs mandants vient d'être exécutée. La Confédération paysanne, création socialiste pour l'essentiel, avait appelé à une manifestation type « kermesse culturelle » et gentillette afin d'attirer l'attention du pouvoir sur les problèmes agricoles.

Ce fut un échec sur toute la ligne. D'abord par le nombre réduit de participants, malgré la gravité de la situation. Ensuite, parce que Madame le maire, qui passe (à juste titre) pour ne pas aimer les paysans, brilla par son absence. Seuls trois sous-fifres de Matignon et de la rue de Varenne (ministère de l'Agriculture) furent de corvée d'« écoute gratuite ». On imagine la tête que tiraient le soir venu les dirigeants du syndicat socialisant, si mal servis par les camarades ministres.

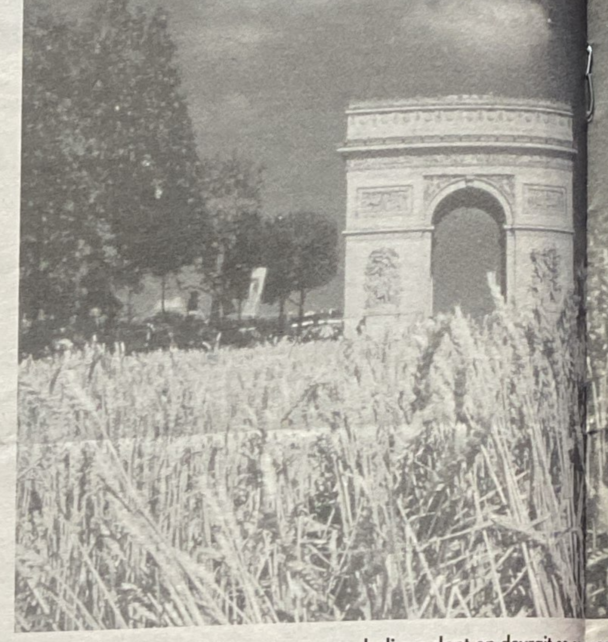
Mortel cercle vicieux

Au-delà de cette péripétie politico-syndicale (qui est symptomatique du déclin des organisations de gauche dans la vie sociale française), un fait majeur est en débat : la France possédera-t-elle encore de véritables agriculteurs dans dix ans ? La masse des Français, qui vit dans des grandes villes à 90 %, est-elle concernée par la lutte des paysans en vue de survivre ?

Le premier problème consiste à se demander comment s'informer de l'évolution de l'agriculture. Chercher un fil conducteur à travers les médias s'avère rebutant. D'images très simples — ravages de la sécheresse, prix des produits en cours d'effondrement... — on saute d'un seul coup à des institutions internationales aux discussions complexes, aux barèmes ésotériques, aux liaisons diffuses. Périodiquement, les études spécialisées s'engluent dans les rapports CEE-Amérique, l'explication de la culture du soja ou du tournesol avec toutes leurs implications, quand cela ne tourne pas sur l'élevage de tels bestiaux contrarié par telle maladie ou tel accord conclu au bout du monde. Ajoutez à ces considérations le GATT, les montants compensatoires, les préoccupations électoralistes et l'âge moyen des exploitants de la Vienne, tout sera devenu opaque. Comme le souhaitent les fossoyeurs de la France. Trop bien informés des détails déconnectés de l'ensemble national, nous devenons aveugles.

La compréhension de l'évolution dramatique en cours — disparition par centaines de milliers des exploitants français d'ici dix ans — exige de tourner le regard vers Bruxelles. En trente ans, la Communauté européenne n'est pas parvenue à assurer son autosuffisance alimentaire. La nourriture du bétail européen, par exemple, dépend pour l'essentiel des Américains. Ce constat ahurissant ne constitue qu'un préliminaire : le premier **importateur** mondial de produits agricoles et alimentaires, la CEE, entasse, sans pouvoir les écouler, de formidables excédents de beurre, de lait, de viande, de céréales, de sucre, de vin... Seule possibilité, qui n'en est pas une, ni à court, ni à moyen terme : le tiers-monde, qui vit une crise alimentaire permanente, mais est parfaitement insolvable.

Enfermée dans la PAC (Politique Agricole Commune de la CEE), la France agricole est tenue de s'agiter dans ce cercle vicieux imposé. Pour ne rien arranger, le changement de situation à l'est de l'Europe aggrave tout. Il ne sert donc à rien de contester la taille des exploitations françaises, qualifiées d'insuffisantes par les technocrates euro-parisiens, la formation peu poussée et l'âge élevé de nos paysans, d'après les mêmes, et ainsi de suite. Ou de vitupérer leur système fiscal et leur régime de retraite.



Une image symbolique dont on devrait se souven[ir]

Pas de France sans paysans

Les eurocrates les plus fervents reconnaissent sans se faire prier que « l'Europe verte » encourage les productions déjà excédentaires (cas-type : le lait) de façon forcenée, aboutissant à des aberrations financières, et à des catastrophes sociales (victimes exemplaires : les petits éleveurs). La « politique agricole commune » a contribué, de l'avis général de tous les experts, y compris les plus « européistes », à aggraver la situation de l'agriculture française. L'une des conséquences de la PAC, la plus désastreuse à long terme, sert paradoxalement à la vanter auprès de l'opinion par les politiciens (socialistes, centristes et droite classique) qui l'ont approuvée : les disparités entre régions françaises se sont creusées de manière prodigieuse en trente années. Mais seules sont citées les quelques régions (ou parties de régions) et productions qui semblent avoir profité de la PAC.

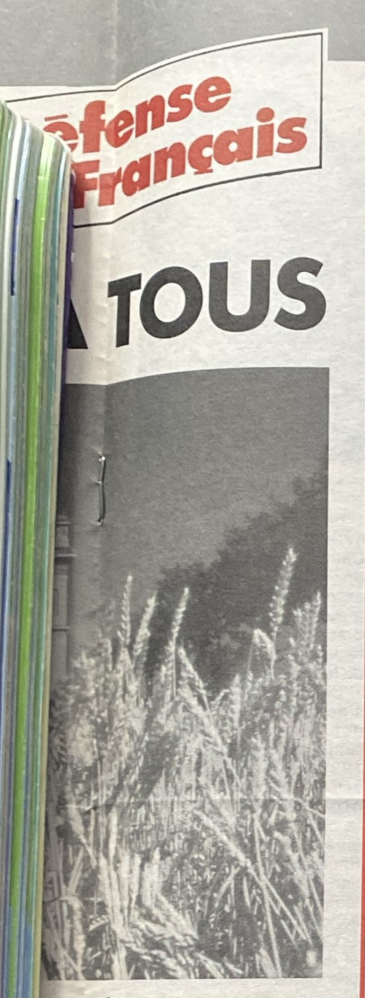
En particulier, une conséquence des pratiques bruxelloises, auxquelles se plient constamment nos ministres de l'Agriculture (Edith Cresson fut l'un de ceux-ci parmi les plus incompétents) a été la faiblesse structurelle d'industries vitales pour la France, celles de l'agro-alimentaire. Ce secteur, qui fait les balances commerciales nationales excédentaires, entreprend en ce moment dans plusieurs régions des licenciements massifs. La course principale réside dans l'obligation imposée par la PAC de s'approvisionner en produits importés à des prix plus élevés que ceux du marché mondial, tout en vendant (à l'intérieur comme à l'exportation) à des prix contrôlés et maintenus bas. Sans parler des facteurs monétaires.

La poursuite d'une telle politique, en dehors de la disparition rapide (avant l'an 2000) des 2/3 des paysans actuels, mettra en danger aigu l'approvisionnement alimentaire des Français et par là, ce qui leur reste d'indépendance nationale. Les incohérences de la PAC, machine incontrôlable et incontrôlée en fait par la CEE (son organigramme de fonctionnement est si complexe que les experts le comparent à un labyrinthe) ont rendu l'Europe, et la France, de plus en plus tributaires d'un monde extérieur dont elles sont séparées par des organismes mondialistes, où leur voix ne s'entend pas. Les progrès technologiques, les rendements accrus, ne doivent pas faire illusion : sans paysans, la France pourra être très vite contrainte à mendier son alimentation. S'intéresser au sort des agriculteurs français, obstacle majeur à la mondialisation stérilisante de la terre française (les jachères sont subventionnées par l'Europe bruxelloise), et se solidariser d'eux, c'est la dernière chance permettant d'éviter qu'un jour, le pain et la viande que nous mangeons nous parviennent de la même façon, et selon les mêmes cotations, que le pétrole.

René DUVAL

éfense
Français

A TOUS



se souvenir...

René DUVAL



LE BILAN DE COMPÉTENCE

Parmi les projets élaborés par la **Martine** (née **Delors**) se trouve un droit à un prétendu bilan professionnel afin de permettre à tout salarié de faire le point — comme disent les marins — sur ce dont il est capable actuellement et plus tard. D'après les premiers textes connus, ce bilan sera indépendant de celui que l'employeur établit à ce sujet. Espérons que les conclusions seront convergentes ! Pourtant, cette simple phrase nous rend perplexes car la simple expérience en entreprise nous permet de constater qu'un bon nombre de personnes s'attribuent des compétences supérieures à leur fonction. Par ailleurs, il faut une bonne dose d'optimisme pour imaginer que chacun de nous est capable d'une analyse claire et impartiale de ses propres capacités ! De plus, le texte contient le mot de potentialité. C'est un mot qui aurait sûrement fait sourire **Jean-Jacques Rousseau** à 17 ans, si Madame **de Warens** l'avait prononcé pour lui en faisant un pronostic sur ses qualités d'écrivain !

En somme, il s'agit de faire prendre conscience à chaque salarié de l'étendue de son savoir général ou technique — ou de ses insuffisances dans l'état actuel de sa personnalité ainsi que de ses aspirations et de ses dons afin de mettre en œuvre tous les moyens possibles pour les développer.

Le texte ne nous indique pas quelles personnes seront chargées d'aider notre salarié à voir clair en lui. S'il s'agit d'agents de l'ANPE ou des Assedic dont certains font des recommandations d'orientation vers des études ou des métiers qu'ils ne peuvent connaître après une petite conversation dénommée entretien, les salariés seront en effet bien avancés !

Pour bénéficier de ce bilan chaque salarié pourra demander une autorisation d'absence — une de plus — de 24 H en tout. Si le bilan dure 4 fois 6 heures, vous avouerez que c'est largement suffisant pour méditer sur ses propres aptitudes ! Bien entendu le congé sera rémunéré. Il suffira d'être salarié depuis 5 ans et d'être présent dans l'entreprise depuis 12 mois. Inutile de vous dire que les jeunes et les chômeurs de longue durée n'ont pas été oubliés. Il paraît que 400 000 bilans seront proposés en 1992 ! Ce nombre laisse rêveur et l'on peut se demander quelle analyse d'aptitudes et de capacités un chômeur peut faire après 3 ans d'inactivité. Là, il s'agit vraiment d'un dépôt de bilan.

Par ailleurs, ce que nos grands spécialistes de l'emploi ne nous disent pas — mais ont-ils jamais travaillé dans des entreprises ? — c'est l'accueil réservé aux salariés qui feront leur demande dans les sociétés de 12 ou 15 personnes. Pour ce genre de choses, les petits patrons ont fortement tendance à répondre à ce genre de questions : « Vous m'en reparlerez plus tard ». Quant aux grandes entreprises, il est facile d'imaginer comment les choses se passeront : le salarié qui aura obtenu un diplôme de comptabilité supérieur à sa fonction réclamera un poste plus élevé ou mieux rémunéré. On lui répondra qu'il n'y en a pas pour le moment. Mais l'instant où les choses se corseront viendra lorsque le salarié aura obtenu une plus-value de compétence dans un domaine étranger à sa fonction.

Imaginons le cas d'une secrétaire qui obtient un Deug d'anglais. L'entreprise lui fournira-t-elle un poste de traductrice ou d'interprète ?

Une fois de plus nous prenons nos dirigeants en train de légiférer dans l'abstrait. Leur histoire de bilan de compétences ira se perdre dans les sables mais au moins les « socialos » pourront parler de leur action en matière de formation dans les futures et proches réunions électorales. A ce moment précis, ils se garderont bien de faire un bilan de leurs compétences !

Raphël TRIGAL

ANNONCE

● **Lucien Rebuffel**, président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises — CGPME, (et d'autre part, élu et dirigeant RPR), a fait savoir que le gouvernement, suivant ses conseils, annoncerait des mesures fiscales en faveur des PME-PMI vers la mi-septembre. Sous forme de "l'introduction d'un élément de progressivité dans l'impôt sur les sociétés". A supposer que le projet concocté par le duo **Bérégovoy-Charasse** se concrétise, l'expérience a prouvé que tout "geste" du pouvoir rose en matière fiscale entraînait pour les intéressés des prélèvements plus lourds d'une autre nature, et leur contrôle accentué par l'Etat. En attendant, les propos de Lucien Rebuffel peuvent toujours servir à apaiser les PME-PMI, ce qui ne coûte rien.

DARWINISME

● **Dominique Strauss-Kahn**, le bouillant ministre du Commerce et de l'Industrie qui s'emploie à fermer les mines françaises (à Carmaux, les mineurs lui ont montré qu'ils ne se laissaient pas faire), a d'autres liquidations en vue. Comme on lui demandait ce qu'il pensait de la réduction de la flotte de pêche prévue par un plan gouvernemental, il a répondu qu'il convenait de ne sauvegarder que les "meilleurs" des chantiers de bâtiments de pêche artisanaux. Strauss-Kahn ayant omis de définir ce qu'il entendait par là, il ne reste plus aux chantiers en cause qu'à s'entretuer pour plaire au ministre.

RECHUTE

● La construction de voiliers subit sa plus grave crise depuis 1945. Ainsi, en Vendée, en un trimestre, sur 4000 emplois dénombrés dans cette branche, on estime à un millier le nombre de licenciements (y compris chez les sous-traitants et les fournisseurs). Parmi les nouveaux chômeurs, une forte proportion d'ex-agriculteurs à qui l'on avait vanté les charmes de la reconversion. Dans ce contexte, **Laurent Cathala**, chargé du dossier des rapatriés et descendants de harkis par **Edith Cresson**, a battu le record de cynisme de l'été : il a proposé de chercher des emplois dans l'agriculture à de jeunes Français d'origine maghrébine. Ceux-ci l'ont informé, au cas où il ne l'aurait pas su, que les paysans se trouvaient en voie de disparition programmée dans notre pays.

VERBIAGE

● Après les insultes du ministre **Charasse** envers l'ensemble des chômeurs, **Martine Aubry**, née **Delors** et, grâce à cette circonstance, ministre du Travail d'**Edith Cresson**, a tenté de battre en démagogie verbale son collègue du Budget. Elle a déclaré se mettre dans la peau d'un chômeur et proféré des âneries prouvant son incapacité à jouer ce rôle difficile : « *J'essaierais surtout de ne pas m'isoler. Je me rapprocherais de ceux qui peuvent m'aider, les associations, l'ANPE... C'est sans doute plus facile à dire quand on (sic) n'est pas dans cette situation, compte tenu du désarroi et de l'inquiétude des chômeurs.* » Pour Martine Aubry-Delors, le plus facile, c'est de parler pour ne rien faire.

L'AGRICULTURE
NOTRE AFFAIRE A TOUS

A Châtellerault, cité dont **Edith Cresson**, actuel Premier ministre, est accessoirement maire, une brillante démonstration de l'incapacité des syndicats situés « à gauche » à défendre leurs mandants vient d'être exécutée. La Confédération paysanne, création socialiste pour l'essentiel, avait appelé à une manifestation type « kermesse culturelle » et gentillette afin d'attirer l'attention du pouvoir sur les problèmes agricoles.

Ce fut un échec sur toute la ligne. D'abord par le nombre réduit de participants, malgré la gravité de la situation. Ensuite, parce que Madame le maire, qui passe (à juste titre) pour ne pas aimer les paysans, brilla par son absence. Seuls trois sous-fifres de Matignon et de la rue de Varenne (ministère de l'Agriculture) furent de corvée d'« écoute gratuite ». On imagine la tête que tiraient le soir venu les dirigeants du syndicat socialisant, si mal servis par les camarades ministres.

Mortel cercle vicieux

Au-delà de cette péripétie politico-syndicale (qui est symptomatique du déclin des organisations de gauche dans la vie sociale française), un fait majeur est en débat : la France possédera-t-elle encore de véritables agriculteurs dans dix ans ? La masse des Français, qui vit dans des grandes villes à 90 %, est-elle concernée par la lutte des paysans en vue de survivre ?

Le premier problème consiste à se demander comment s'informer de l'évolution de l'agriculture. Chercher un fil conducteur à travers les médias s'avère rebutant. D'images très simples — ravages de la sécheresse, prix des produits en cours d'effondrement... — on saute d'un seul coup à des institutions internationales aux discussions complexes, aux barêmes ésotériques, aux liaisons diffuses. Périodiquement, les études spécialisées s'engluent dans les rapports CEE-Amérique, l'explication de la culture du soja ou du tournesol avec toutes leurs implications, quand cela ne tourne pas sur l'élevage de tels bestiaux contrarié par telle maladie ou tel accord conclu au bout du monde. Ajoutez à ces considérations le GATT, les montants compensatoires, les préoccupations électoralistes et l'âge moyen des exploitants de la Vienne, tout sera devenu opaque. Comme le souhaitent les fossoyeurs de la France. Trop bien informés des détails déconnectés de l'ensemble national, nous devenons aveugles.

La compréhension de l'évolution dramatique en cours — disparition par centaines de milliers des exploitants français d'ici dix ans — exige de tourner le regard vers Bruxelles. En trente ans, la Communauté européenne n'est pas parvenue à assurer son autosuffisance alimentaire. La nourriture du bétail européen, par exemple, dépend pour l'essentiel des Américains. Ce constat ahurissant ne constitue qu'un préliminaire : le premier **importateur** mondial de produits agricoles et alimentaires, la CEE, entasse, sans pouvoir les écouler, de formidables excédents de beurre, de lait, de viande, de céréales, de sucre, de vin... Seule possibilité, qui n'en est pas une, ni à court, ni à moyen terme : le tiers-monde, qui vit une crise alimentaire permanente, mais est parfaitement insolvable.

Enfermée dans la PAC (Politique Agricole Commune de la CEE), la France agricole est tenue de s'agiter dans ce cercle vicieux imposé. Pour ne rien arranger, le changement de situation à l'est de l'Europe aggrave tout. Il ne sert donc à rien de contester la taille des exploitations françaises, qualifiées d'insuffisantes par les technocrates euro-parisiens, la formation peu poussée et l'âge élevé de nos paysans, d'après les mêmes, et ainsi de suite. Ou de vitupérer leur système fiscal et leur régime de retraite.

Une image symbolique dont on devrait se souvenir...

Pas de France sans paysans

Les eurocrates les plus fervents reconnaissent sans se faire prier que « l'Europe verte » encourage les productions déjà excédentaires (cas-type : le lait) de façon forcenée, aboutissant à des aberrations financières, et à des catastrophes sociales (victimes exemplaires : les petits éleveurs). La « politique agricole commune » a contribué, de l'avis général de tous les experts, y compris les plus « européistes », à aggraver la situation de l'agriculture française. L'une des conséquences de la PAC, la plus désastreuse à long terme, sert paradoxalement à la vanter auprès de l'opinion par les politiciens (socialistes, centristes et droite classique) qui l'ont approuvée : les disparités entre régions françaises se sont creusées de manière prodigieuse en trente années. Mais seules sont citées les quelques régions (ou parties de régions) et productions qui semblent avoir profité de la PAC.

En particulier, une conséquence des pratiques bruxelloises, auxquelles se plient constamment nos ministres de l'Agriculture (Edith Cresson fut l'un de ceux-ci parmi les plus incompétents) a été la faiblesse structurelle d'industries vitales pour la France, celles de l'agro-alimentaire. Ce secteur, qui fait les balances commerciales nationales excédentaires, entreprend en ce moment dans plusieurs régions des licenciements massifs. La course principale réside dans l'obligation imposée par la PAC de s'approvisionner en produits importés à des prix plus élevés que ceux du marché mondial, tout en vendant (à l'intérieur comme à l'exportation) à des prix contrôlés et maintenus bas. Sans parler des facteurs monétaires.

La poursuite d'une telle politique, en dehors de la disparition rapide (avant l'an 2000) des 2/3 des paysans actuels, mettra en danger aigu l'approvisionnement alimentaire des Français et par là, ce qui leur reste d'indépendance nationale. Les incohérences de la PAC, machine incontrôlable et incontrôlée en fait par la CEE (son organigramme de fonctionnement est si complexe que les experts le comparent à un labyrinthe) ont rendu l'Europe, et la France, de plus en plus tributaires d'un monde extérieur dont elles sont séparées par des organismes mondialistes, où leur voix ne s'entend pas. Les progrès technologiques, les rendements accrus, ne doivent pas faire illusion : sans paysans, la France pourra être très vite contrainte à mendier son alimentation. S'intéresser au sort des agriculteurs français, obstacle majeur à la mondialisation stérilisante de la terre française (les jachères sont subventionnées par l'Europe bruxelloise), et se solidariser d'eux, c'est la dernière chance permettant d'éviter qu'un jour, le pain et la viande que nous mangeons nous parviennent de la même façon, et selon les mêmes cotations, que le pétrole.

René DUVAL

LE BILAN DE COMPÉTENCE

Parmi les projets élaborés par la **Martine** (née **Delors**) se trouve un droit à un prétendu bilan professionnel afin de permettre à tout salarié de faire le point — comme disent les marins — sur ce dont il est capable actuellement et plus tard. D'après les premiers textes connus, ce bilan sera indépendant de celui que l'employeur établit à ce sujet. Espérons que les conclusions seront convergentes ! Pourtant, cette simple phrase nous rend perplexes car la simple expérience en entreprise nous permet de constater qu'un bon nombre de personnes s'attribuent des compétences supérieures à leur fonction. Par ailleurs, il faut une bonne dose d'optimisme pour imaginer que chacun de nous est capable d'une analyse claire et impartiale de ses propres capacités ! De plus, le texte contient le mot de potentialité. C'est un mot qui aurait sûrement fait sourire **Jean-Jacques Rousseau** à 17 ans, si Madame **de Warens** l'avait prononcé pour lui en faisant un pronostic sur ses qualités d'écrivain !

En somme, il s'agit de faire prendre conscience à chaque salarié de l'étendue de son savoir général ou technique — ou de ses insuffisances dans l'état actuel de sa personnalité ainsi que de ses aspirations et de ses dons afin de mettre en œuvre tous les moyens possibles pour les développer.

Le texte ne nous indique pas quelles personnes seront chargées d'aider notre salarié à voir clair en lui. S'il s'agit d'agents de l'ANPE ou des Assedic dont certains font des recommandations d'orientation vers des études ou des métiers qu'ils ne peuvent connaître après une petite conversation dénommée entretien, les salariés seront en effet bien avancés !

Pour bénéficier de ce bilan chaque salarié pourra demander une autorisation d'absence — une de plus — de 24 H en tout. Si le bilan dure 4 fois 6 heures, vous avouerez que c'est largement suffisant pour méditer sur ses propres aptitudes ! Bien entendu le congé sera rémunéré. Il suffira d'être salarié depuis 5 ans et d'être présent dans l'entreprise depuis 12 mois. Inutile de vous dire que les jeunes et les chômeurs de longue durée n'ont pas été oubliés. Il paraît que 400 000 bilans seront proposés en 1992 ! Ce nombre laisse rêveur et l'on peut se demander quelle analyse d'aptitudes et de capacités un chômeur peut faire après 3 ans d'inactivité. Là, il s'agit vraiment d'un dépôt de bilan.

Par ailleurs, ce que nos grands spécialistes de l'emploi ne nous disent pas — mais ont-ils jamais travaillé dans des entreprises ? — c'est l'accueil réservé aux salariés qui feront leur demande dans les sociétés de 12 ou 15 personnes. Pour ce genre de choses, les petits patrons ont fortement tendance à répondre à ce genre de questions : « Vous m'en reparlerez plus tard ». Quant aux grandes entreprises, il est facile d'imaginer comment les choses se passeront : le salarié qui aura obtenu un diplôme de comptabilité supérieur à sa fonction réclamera un poste plus élevé ou mieux rémunéré. On lui répondra qu'il n'y en a pas pour le moment. Mais l'instant où les choses se corseront viendra lorsque le salarié aura obtenu une plus-value de compétence dans un domaine étranger à sa fonction.

Imaginons le cas d'une secrétaire qui obtient un Deug d'anglais. L'entreprise lui fournira-t-elle un poste de traductrice ou d'interprète ?

Une fois de plus nous prenons nos dirigeants en train de légiférer dans l'abstrait. Leur histoire de bilan de compétences ira se perdre dans les sables mais au moins les « socialos » pourront parler de leur action en matière de formation dans les futures et proches réunions électorales. A ce moment précis, ils se garderont bien de faire un bilan de leurs compétences !

Raphël TRIGAL

ANNONCE

● **Lucien Rebuffel**, président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises — CGPME, (et d'autre part, élu et dirigeant RPR), a fait savoir que le gouvernement, suivant ses conseils, annoncerait des mesures fiscales en faveur des PME-PMI vers la mi-septembre. Sous forme de "l'introduction d'un élément de progressivité dans l'impôt sur les sociétés". A supposer que le projet concocté par le duo **Bérégovoy-Charasse** se concrétise, l'expérience a prouvé que tout "geste" du pouvoir rose en matière fiscale entraînait pour les intéressés des prélèvements plus lourds d'une autre nature, et leur contrôle accentué par l'Etat. En attendant, les propos de Lucien Rebuffel peuvent toujours servir à apaiser les PME-PMI, ce qui ne coûte rien.

DARWINISME

● **Dominique Strauss-Kahn**, le bouillant ministre du Commerce et de l'Industrie qui s'emploie à fermer les mines françaises (à Carmaux, les mineurs lui ont montré qu'ils ne se laissaient pas faire), a d'autres liquidations en vue. Comme on lui demandait ce qu'il pensait de la réduction de la flotte de pêche prévue par un plan gouvernemental, il a répondu qu'il convenait de ne sauvegarder que les "meilleurs" des chantiers de bâtiments de pêche artisanaux. Strauss-Kahn ayant omis de définir ce qu'il entendait par là, il ne reste plus aux chantiers en cause qu'à s'entretuer pour plaire au ministre.

RECHUTE

● La construction de voiliers subit sa plus grave crise depuis 1945. Ainsi, en Vendée, en un trimestre, sur 4000 emplois dénombrés dans cette branche, on estime à un millier le nombre de licenciements (y compris chez les sous-traitants et les fournisseurs). Parmi les nouveaux chômeurs, une forte proportion d'ex-agriculteurs à qui l'on avait vanté les charmes de la reconversion. Dans ce contexte, **Laurent Cathala**, chargé du dossier des rapatriés et descendants de harkis par **Edith Cresson**, a battu le record de cynisme de l'été : il a proposé de chercher des emplois dans l'agriculture à de jeunes Français d'origine maghrébine. Ceux-ci l'ont informé, au cas où il ne l'aurait pas su, que les paysans se trouvaient en voie de disparition programmée dans notre pays.

VERBIAGE

● Après les insultes du ministre **Charasse** envers l'ensemble des chômeurs, **Martine Aubry**, née **Delors** et, grâce à cette circonstance, ministre du Travail d'**Edith Cresson**, a tenté de battre en démagogie verbale son collègue du Budget. Elle a déclaré se mettre dans la peau d'un chômeur et proféré des âneries prouvant son incapacité à jouer ce rôle difficile : « *J'essaierais surtout de ne pas m'isoler. Je me rapprocherais de ceux qui peuvent m'aider, les associations, l'ANPE... C'est sans doute plus facile à dire quand on (sic) n'est pas dans cette situation, compte tenu du désarroi et de l'inquiétude des chômeurs.* » Pour Martine Aubry-Delors, le plus facile, c'est de parler pour ne rien faire.

ERNST WIECHERT

Un rebelle absolu

La période estivale est-elle encore favorable à la lecture — ou à la relecture — de ces livres que l'on qualifiait naguère "de fond" (comme cela sa dit d'une cours à pied de longue haleine) et qui apportent une réflexion essentielle sur notre condition humaine ? Ernst Wiechert n'est pas un auteur facile, mais c'est peut-être un des écrivains les plus significatifs de notre commune culture européenne. Les péripéties de la réunification allemande, le retour de l'Est vers l'Ouest, la renaissance de Berlin comme capitale où la toute récente restauration du quadrige de la porte de Brandebourg, tout cela incite à évoquer un auteur "prussien", dans le sens le plus noble du terme. Il n'est sans doute pas placé aujourd'hui au rang qu'il mérite, après avoir connu au lendemain de la guerre un immense succès, grâce au Livre de Poche. Les vertus qu'il exalte dans toute son œuvre, seigneuriale et douloureuse, sont de nos jours volontairement occultées par tous ceux qui haïssent la tradition et l'enracinement. Paradoxalement, peu d'écrivains ont autant célébré les vertus du sang et du sol que cet opposant résolu et inébranlable au national-socialisme. L'oublier serait mutiler gravement notre héritage.

Ernst Emil Wiechert naît le 18 mai 1887 à Kleinort, au cœur des forêts de la Prusse-Orientale, dont il chantera toute sa vie la force tellurique et tutélaire. Ne cherchons pas son village natal sur une carte de géographie. Son "Heimatland" a été partagé au cordeau après la guerre entre les vainqueurs polonais et soviétiques, d'accord sur un seul point, celui de dépecer le Reich allemand. Koenigsberg se nomme (encore pour combien de temps ?) Kaliningrad...

Cet environnement géopolitique reste capital, même si Ernst Wiechert, mort en exil le 24 août 1950, n'a que peu connu cette dernière tragédie. Du moins n'en a-t-il pas été complice comme un **Bertolt Brecht**, sinistre pantin marxiste.

Imprégnation magique

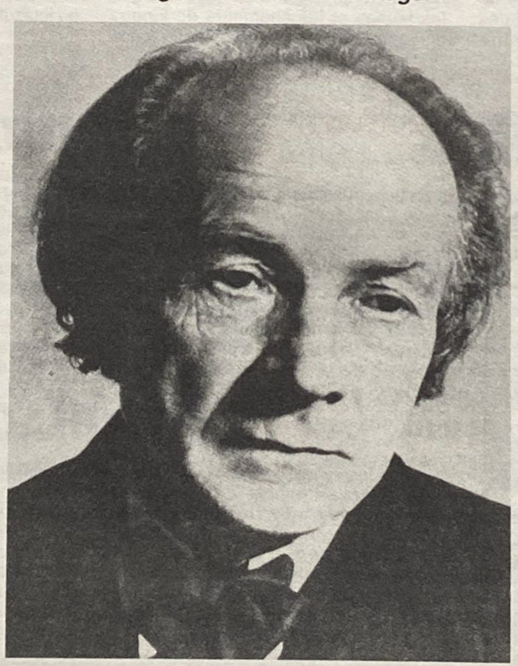
Son enfance et sa jeunesse donneront à toute sa vie une imprégnation véritablement magique. On peut dire qu'il est ensorcelé par ce paysage, assez triste et monotone, de bois, d'étangs, de chemins sablonneux, de plates étendues écrasées par les lourds nuages sombres d'un ciel souvent gris et bas. Le jeune Ernst est provincial et même "paysan" dans le meilleur sens du terme. A onze ans, il entre au collège de Koenigsberg. Une demi-douzaine d'années plus tard, il devient précepteur dans la famille d'un baron balte, puis professeur au lycée de la capitale de la Prusse-Orientale.

Le jeune pédagogue, tout imprégné de l'esprit d'une "marche" de l'Empire germanique, laborieuse et patriote, fait à vingt-sept ans, son devoir de soldat du Kaiser. Il combat sur la Somme et à Verdun, où il est grièvement blessé.

Il sera désormais meurtri par cette épreuve, comme tant de garçons de sa génération des deux côtés du Rhin, marqués à jamais dans leur chair et dans leur âme.

Certains Allemands reviennent des aventures tragiques de la guerre et de la défaite ardents nationalistes ou, au contraire, pacifistes résolus. Wiechert choisit une voie originale, celle d'un retour à la Nature. On le dirait aujourd'hui écologiste radical. Son sens profond de la tradition populaire l'apparente cependant à un **Genevoix**, à un **Alphonse de Chateaubriant**, ou même à un **Jean Giono**.

En 1924, il publie un roman significatif de ce retour à la "sauvagerie" primitive : *Le loup*. Quelques années plus tard, *Des forêts et des hommes* attestent de sa "conversion" à la religion de la Terre.



Le salut par la Nature

Un double refus

Professeur à Berlin puis en Bavière méridionale, il refuse à la fois le régime national-socialiste et les facilités de l'exil. Il reste dans son pays, quoi qu'il lui en coûte. Il payera ses libres propos de quatre mois d'internement dans le camp de concentration de Buchenwald, en 1938, et il évoquera par la suite cette expérience dans *Le Bois des Morts*.

Pourtant, le régime qu'il critique ouvertement ne lui interdit ni d'écrire ni de publier. Ainsi ses romans les plus significatifs : *La Commandante* (1934), *La Forêt* (1935) et surtout *La Vie simple* (1939) paraissent-ils sous le IIIe Reich. *La Servante du passeur* est même traduit en France sous l'occupation allemande.

Wiechert n'en demeure pas moins un rebelle absolu. Tout autant que le totalitarisme, il refuse la vie moderne et urbaine. Il défend inlassablement la culture traditionnelle contre la civilisation marchande et cosmopolite. Par toutes ses fibres, il reste profondément allemand et européen.

Il attend la fin du conflit pour s'exiler, estimant son pays défiguré à jamais par les horreurs de la guerre.

Il choisit pour lieu de sa retraite la Suisse alémanique, ne quittant pas le monde germanique de sa jeunesse perdue. Il ne mourra pas avant d'avoir donné ses romans les plus connus : *Les Enfants Jeronime* ou *Missa sine nomine*, paru l'année même de sa disparition.



Païen et mystique

Les traductions de ses livres, en général chez Calmann-Lévy, lui apportent en France une audience assez considérable, même s'il a aujourd'hui "curieusement" disparu du catalogue de toutes les collections de livres du format de poche.

Les années passant, on s'apercevra que son refus dépasse de beaucoup le simple épisode de la période 1933-1945 et reste toujours actuel. Encore plus actuel et plus nécessaire dans le monde des valeurs inversées où nous vivons. Paradoxalement, son opposition loin de s'affadir avec le temps, prend toute sa résonnance.

Conscient de son hérédité et de sa terre natale, il en tire une véritable philosophie de la vie, une "Weltanschauung", c'est-à-dire une conception du monde. Un critique français écrira très justement : *« L'homme moderne pour Wiechert, ne peut trouver de salut qu'en renouant la vieille alliance avec le monde végétal »*.

Il est profondément païen et mystique sans renier pour autant le christianisme. Il refuse seulement tout dogme et toute Eglise, la Nature étant la seule voie vers Dieu. Elle n'est pas pour lui un décor, mais le lien essentiel, la religion même.

Romantique hostile à tout matérialisme et même à tout rationalisme, il apparaît aujourd'hui comme le représentant le plus typique de la fusion de l'humain et du régional, dans une synthèse toute empreinte de noblesse, de dignité et de refus.

J. M.

Livres-service

MON PAYS LA FRANCE

Le Bachaga Boualam

Le 1er juillet 1962, l'Algérie cesse d'être française en accédant à l'indépendance. **Louis Joxe**, qui a dirigé à Evian la délégation française, peut être satisfait de ce "dégagement" où il a donné à **de Gaulle** toute les preuves de sa totale servilité. M. **Debré**, son ami, **Bernard Tricot**, âme damnée du général, doivent éprouver le lâche soulagement de voir se terminer la douloureuse "affaire algérienne". Dans l'euphorie, personne ne se préoccupe sérieusement, dans les beaux salons dorés de l'Elysée, de Matignon ou de quelques annexes plus discrètes, du sort des pieds-noirs qui avaient déjà eu le temps de choisir entre la valise ou le cercueil.

Personne ne s'intéresse non plus aux musulmans qui se sont engagés, ont combattu, les armes à la main, contre ceux qui, hier, étaient les rebelles, les barbares des temps modernes, les terroristes. Les gaullistes voient en eux, au mieux, des victimes de l'Histoire, qu'il convient d'oublier au plus vite. Les gens de gauche, manipulés par les communistes, pensent que ces "collaborateurs" ne présentent pas d'intérêt et qu'ils méritent, pour avoir trahi leurs frères, des châtiments rigoureux. En ces années 1962, la sensibilité n'a pas de place en une France frileuse qui se réjouit d'être débarrassée de ses derniers territoires d'outre-mer. Lors de la signature à Evian du cessez-le-feu, quelque deux cent mille musulmans servaient dans les rangs de l'armée française. Quelques milliers d'entre eux pourront, grâce aux initiatives individuelles d'officiers, trouver refuge en métropole au cours de véritables évasions souvent rocambolesques. La très grande majorité d'entre eux vont être pris dans la nasse qui se referme sur eux. Ils disparaîtront, massacrés dans des circonstances atroces, après bien des supplices. Les gaullistes se taisent. Aucun murmure chez les Michel Debré, les **Maurice Couve de Murville**, ou les **Jacques Chirac**. Les **Jean-Jacques Servan-Schreiber**, les **Jean Daniel**, les **Jean-François Kahn**, les **Jean Poperen** et **Danielle Mitterrand**, grandes consciences d'habitude si attentives au respect des Droits de l'Homme, sont frappés soudainement de mutisme.



Le Bachaga au milieu des siens

Le temps s'écoule. Il durera quelque vingt ans. **Ahmed** avait été rayé du tableau des effectifs. Il avait disparu à jamais.

A vrai dire, quelques voix avaient bien essayé de briser le silence et d'alerter l'opinion publique, d'habitude prompte à s'émouvoir devant des disparitions qui laissaient deviner le pire.

Dès 1962, le **Bachaga Boualam** racontait avec *Mon Pays la France*, l'histoire douloureuse de cette immense tragédie. L'homme n'était pas n'importe qui, bien au contraire. Ce haut dignitaire de l'Ouarsenis a montré, pendant toute son existence, une fidélité exemplaire à la France, sa patrie. Il fut, au sein de ses armées, capitaine, fut promu commandeur de la Légion d'honneur à titre militaire, devint vice-président de l'Assemblée nationale avant d'être obligé de se réfugier, chassé de sa terre natale, au cœur de la Camargue. Le Bachaga aura, au cours de cette tragique période, perdu l'un de ses fils, **Abdelkader**, tombé assassiné au cours d'une embuscade, et une dizaine de membres de sa famille.

Ce livre, édité il y a dix-neuf ans, n'a rien perdu de sa poignante réalité. Le Bachaga, par-delà son témoignage personnel, raconte le drame où les harkis ont été plongés. Il analyse aussi au cours de ces pages, la longue accumulation d'erreurs et de fautes qui furent commises à l'égard de ses frères musulmans. Il donne, ce faisant, les clefs indispensables afin de comprendre ces événements tragiques, alors que les enfants de harkis se révoltent contre l'indifférence, l'injustice et les vexations.

France Empire. 140 F

HISTOIRE

LA BELLE BRETONNE

de Catherine de Castilho

Née d'un père vannetais et d'une mère écossaise, ayant reçu pendant la guerre l'éducation d'un pensionnat anglais, la fille du colonel **Rémy** se devait d'écrire *La Belle Bretonne*.

Catherine de Castilho avait déjà été la biographe de sa famille (*Mon père était Rémy* et *Les enfants du moulin*). Cette fois, elle s'attaque à une tranche d'histoire diplomatique : les rapports entre Londres et Paris durant une partie du XVIIe siècle. Comment **Louis XIV** éloigna **Charles II** de l'Espagne et des Pays-Bas en jetant dans ses bras **Louise-Renée de Keroual**, une ravissante petite comtesse de chez nous, avec ordre de conduire la politique étrangère de l'Angleterre au mieux des intérêts de la France. Elle mènera son affaire avec succès durant quinze années.

Constant soutien de nos ambassadeurs auprès de la cour de Whitehall, au temps où le Roi-Soleil versait annuellement 5 millions de livres à son cousin (pour entretenir six maîtresses et neuf bâtards), Louise de Keroual devient duchesse de Portsmouth. Elle aime sincèrement le roi et lui donne un fils qui sera l'enfant préféré de Charles II.

Au milieu des intrigues d'une cour aussi dépravée que le monarque, "la Belle Bretonne" reste fidèle à la mission fixée par Louis XIV : une Entente Cordiale avant la lettre.

Mais le peuple anglais n'aime guère "la Carwell" (madame **de Sévigné** non plus d'ailleurs !) et lorsqu'en 1685, Charles II meurt à cinquante ans, pour avoir abusé des plaisirs de la table et du lit, Louise de Keroual doit rentrer en France lui survivre un demi-siècle, également fidèle à son souvenir.

Nous ferons trois reproches à Catherine de Castilho : les insupportables fautes typographiques qui ne sont pas son fait, l'absence de repères chronologiques et son conformisme concernant la mort d'**Henriette d'Angleterre**, auprès de qui Louise de Keroual fit son entrée dans le monde.

Si Madame est morte à Saint-Cloud après avoir bu un verre d'eau de chicorée, ce n'est pas pour avoir été empoisonnée, c'est — on le sait maintenant — d'un accès de porphyrisme (nom savant pour des selles sanglantes), une affection génétique héréditaire chez les **Stuart**.

A cela près, l'ouvrage, souvent effleuré par un humour très britannique, se révèle fort attachant.



Fixé sur verre du XVIIème siècle (collection de l'auteur)

(Editions Confrérie Castille 22820 Plougrescant, 84 F.)

Michel MIOT

ROMAN

SAVANNAH
de William Goyen

Une somptueuse négresse blonde, chanteuse et danseuse très dénudée, met ses charmes et ses talents au service de l'une de ces « églises » bizarroïdes qui prospèrent souvent aux Etats-Unis. Et son histoire édifiante nous vaut un roman picaresque haut en couleur et plein d'une verve exceptionnelle.

Grasset. Cahiers rouges. 44 F

HISTOIRE

FOUCHÉ
de Stefan Zweig

Fouché est un des personnages les plus controversés de cette époque où abondaient les canailles et des êtres singuliers bourrés de contradictions. Un portrait délibérément subjectif de cette figure de première grandeur qui s'avère être un véritable maître de la manipulation et d'un cynisme déroutant par sa totale constance.

Grasset. 110 F

ESSAIS

RUMEURS SUR ANDROMÈDE
de Roger Minne

Une suite de réflexions et d'aphorismes qui laissent rarement indifférent. **Roger Minne** cultive simultanément une réjouissante liberté d'esprit et un étonnant sens du raccourci et de la formule.

Dominique Guéniot

LA MÉMOIRE DES FRANÇAIS
de Maurice Crubellier

Une méticuleuse étude de la préservation de la mémoire historique, sociale et culturelle à travers les publications traditionnelles les plus diverses, du livre de colportage à la revue littéraire en passant par la presse populaire illustrée. Fort intéressant et souvent nourri de remarques plus que pertinentes.

Henri Veyrier.

Cinéma

ROBIN WOOD AND HOLLYWOOD

Sans vouloir sombrer dans le "tout-politique", il faut bien se rendre à l'évidence : il y a des types de droite, des individus de gauche, presque congénitaux, avec autour d'eux, en aura, des modes, des folklores, des héros et des sympathies viscérales, incoercibles, épidermiques. Il y a des univers droitistes et des mondes gauchistes. Que l'on pourrait qualifier, si l'on est moins sportif, d'univers droits et de mondes gauchis, autrement dit encore sinistres.

Quelques personnages d'histoire ou de légende se tiennent depuis très longtemps à la frontière de ces territoires mentaux : *Zorro* ou *Robin des Bois*, par exemple, dont la personnalité a non seulement le don d'opposer les tenants de telle ou telle idéologie, mais encore de dresser entre elles les mêmes familles d'esprit.

Prenez *Robin des Bois*, par exemple. Vous pouvez raconter : il était une fois un pauv' paysan d'origine saxonne qui trouvait les rouages du pouvoir royal trop pesants pour ses congénères : il enfila des chausses et un chapeau vert, à plume, pour entraîner ses compagnons du légitime ras-le-bol dans un juste maquis sylvestre. Ils se mirent en devoir de sortir les opprimés de leur déprime, de redistribuer justement l'impôt, et de voler les riches pour gâter les pauvres. Heureusement pour la crédibilité de cette version, Robin, en raison du retour d'un monarque éclairé et qui plaît au peuple, met un terme à sa croisade avant que le processus ne révèle son inanité avec la totale disparition des riches et de leurs richesses.

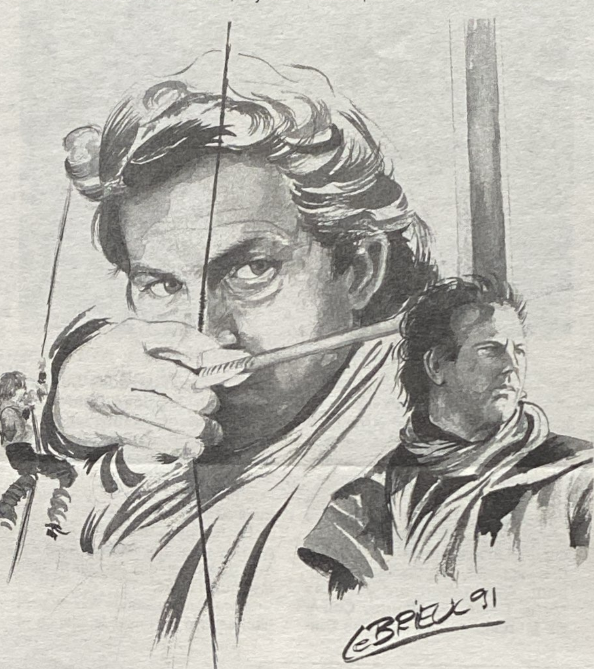
Vous aurez, bien entendu, reconnu un héros de gauche.

Maintenant : il était une fois un jeune hobereau terrien, terriblement fier de ses origines saxonnes, qui décide de passer à l'action lorsque le vilain prince **Jean** commence à dépasser les bornes et à outrepasser ses droits. Il veut en effet usurper le trône du gentil **Richard Cœur de Lion**, parti aux Croisades, mais comme Jean n'est pas un vrai roi, il prend le peuple pour une éponge, confond pouvoir et ambition personnelle, nomme des petits chefs odieux qui ne connaissent rien à la fonction fédératrice de la royauté. Alors Robin charge son carquois, rassemble de joyeux compagnons, rive leur clou aux félons à coups de flèches, rend à leurs propriétaires les impôts indûment prélevés et maintient le peuple dans la ferme espérance du retour de la légitimité. Le roi revenu, Robin, félicité et récompensé, s'efface modestement.

On voit très bien que ce film unique peut être vu de l'œil gauche et de l'œil droit. Dans le premier cas, on voit poindre Fanfan la Tulipe, dans le second, on aperçoit Ivanhoé se profiler dans l'ombre de Robin.

Il y a bien longtemps, bien sûr, que des petits malins ont tenté le strabisme convergent pour contenter tout le monde.

Evidemment, cela donne des films louches. C'est le cas de **Kevin Reynolds**, dont le *Robin des Bois* remplit les salles à qui mieux mieux. Dans son film, il y a des sous, du spectacle, de l'action, de belles bagarres, de belles images et tout ça qu'on aime. Mais aussi, une "relecture" des personnages, comme on dit en Avignon : Robin n'est pas un joyeux luron ; il est aristocrate mais spleené, riche mais bourrelé de remords, vétéran de la croisade et mais complexé. C'est pourquoi il en a ramené un chic copain, tout noir, tout musulman, tout gentil, intello et bricoleur comme Mac Gyver. Avec Marian, ça va moins bien : c'est une pétroleuse concernée et militante, alors forcément, ça pose problème dans le couple !



Ce qu'il y a de bien rigolo, c'est que derrière cette belle leçon cinématographique d'anti-racisme, de tolérance et de progressisme, se cache l'histoire de la production de ce film : une bagarre à la déloyale, pleine de méchanceté, de trahison, d'âpreté et de rebondissements dignes de *Dallas*, dans la bonne vieille tradition hollywoodienne. Il ne faut pas chercher plus loin, mais sur le visage de **Kevin Costner**, la cause des yeux cernés sous lesquels se bouclent les valises des amitiés perdues et des coups en vache. Il paraît qu'il n'est pas encore remis de cette aventure. Encore un qui va sombrer dans le whisky, au nom de la tradition !

Tout comme il est dans une certaine tradition hollywoodienne de faire du bon et grand spectacle, assaisonné d'une jolie démagogie de gauche. Pas pour l'amour de l'art, le spectacle. pas par militantisme, la démagogie. L'un et l'autre sont destinés à faire des entrées, et du fric. Et comme c'est bien fait, ça marche !

Célina COURTINAT

Télé

DES VERSIONS TRÈS ORIGINALES

On aura certainement fait un pas de géant vers le rayonnement de la culture et la compréhension entre les peuples le jour — qui semble hélas lointain — où les responsables du doublage des séries américaines à la télévision française se seront résignés à apprendre l'anglais.

Cet effort accompli, ils sauront, par exemple — et avec eux un nombre croissant d'imbéciles de tout poil — que, dans la langue anglo-saxonne, *"opportunity"* veut dire "occasion" — et non "opportunité" — ou que *"no comment"* signifie "rien à dire" et en aucun cas "pas de commentaires" — *"a comment"* étant tout simplement une déclaration.

Il ne s'agit là que de généralités, et l'affaire devient plus croustillante encore quand un certain jargon technique se trouve en cause. Ainsi, les admirateurs du bon lieutenant **Kojak** ont de quoi s'interroger sur l'identité de deux personnages épisodiques du feuilleton, dont l'un semble se nommer Forensics et l'autre Prints. « Qu'en pense Foren sics ? » demande parfois Kojak dans la version "française" de la série.

Faut-il préciser que *"forensics"* signifie simplement "médecine légale" et *"prints"* "empreintes" (digitales en l'occurrence), et que ce n'est pas parce que Kojak est censé être d'"origine" grecque qu'on doit amener le téléspectateur à prendre le Pirée pour un homme.

Truands et escrocs

Le titre de *"counselor"* que se décernent les avocats anglo-saxons à l'audience, se traduit tout simplement par "maître" en français — dans l'hypothétique mesure où l'on connaît aussi cette langue — et non par "monsieur le conseiller", ce qui, en la circonstance, a de quoi laisser perplexes les plaideurs les plus endurcis.

Il faudrait enfin savoir que, dans l'anglais moderne, *"crook"* signifie "truand" — et non plus "escroc" comme au temps de la bonne reine **Victoria** et des études secondaires de **Léon Zitrone**. Il n'empêche que maints doublages de feuilletons policiers vous informent froidement qu'un groupe d'"escrocs" vient de braquer une banque. Pour la gouverne de ces messieurs les doubleurs en sens interdit, "escroc", au sens français du terme, se dit *"conman"* (abréviation de *"confidence man"*).

De même, il serait temps d'apprendre qu'*"associate"* signifie "relation" et non "associé" (*"partner"* en réalité).

Pédanterie et chipotage que tout cela ? Non pas : c'est, en fait, avec ce genre de négligences et d'âneries, qu'on en arrive à assassiner deux langues à la fois.

J. B. (par intérim)

PROVENCE
ALPES-CÔTE D'AZUR

RÉDACTEUR EN CHEF : PIERRE DÉMARET

Quel AVENIR POUR LES PORTS ?

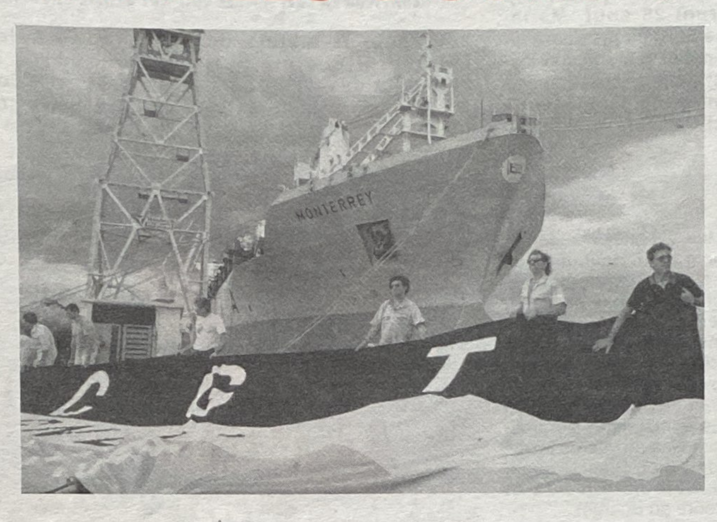
L'étude économique de l'Union nationale des industries de la manutention portuaire rendue publique récemment, a ouvert le débat sur l'avenir du personnel et des ports en général. En effet, celle-ci démontre la nécessité de rompre avec la loi de 1947 régissant le statut des dockers dans les six ports autonomes français ; texte de référence régissant les conditions d'emplois des ouvriers-dockers et imposant le système d'intermittence.

La volonté d'en finir avec « un carcan jugé inadapté à la démarche de modernisation des ports français » est évidente du côté de l'UNIM et de son président, **Hubert Péri**, comme le démontre sa déclaration : « Pour nous, c'est clair, nous ne voulons plus de cette loi ».

Dans les ports, la réponse de la CGT ne s'est pas faite attendre : la grève. C'est à Marseille que celle-ci a été la plus suivie et même anticipée d'une journée.

Ainsi des activités aussi essentielles pour l'économie de la région ont été bloquées par un syndicat rétrograde et partout ailleurs en régression. **Bruno Mégret** s'est élevé contre les menées de la CGT qui abuse de façon indigne d'un monopole de fait que rien ne justifie et qui freine le développement nécessaire des activités portuaires. Le délégué général du FN a appelé les dockers à ne plus être dépendants du bon — trop souvent du mauvais — vouloir des apparatchiks syndicalistes.

Aujourd'hui, « à l'ère des conteneurs », il est sûr qu'il n'y a pas la même quantité de travail qu'après la seconde guerre mondiale et que la loi de 1947 doit être abolie et remplacée par une organisation enfin compétitive, tant au point de vue économique que social. Mais ceci se fera par une large concertation, comme l'affirme **Roland Nuesser**, délégué général des entreprises de manutention et conseiller régional FN, convaincu que le statut des dockers réclame un ajustement.



La seule réponse connue de la CGT : la grève

La concurrence, plus spécialement celle des ports d'Europe du Nord, est dure. Aussi, les dérapages successifs de la CGT génèrent-ils des « lourdeurs » et des « surcoûts », lesquels grèvent les entreprises de manutention de charges supplémentaires. Ce qui nuit à l'attractivité des ports français et participe à la perte du trafic au bénéfice de Rotterdam et Anvers.

L'abolition de la loi de 1947 est une condition nécessaire pour promouvoir un système compétiti,f mais ceci ne saurait être suffisant. En effet, les différents objectifs fixés dans les divers « plans de reconquête du trafic » n'ont pas tous été atteints. Une étape négociée intégrant l'ensemble des acteurs économiques et sociaux œuvrant pour la création d'un système alliant compétitivité et protection, joint à des investissements en matériel, devrait redonner à nos ports, en particulier à celui de Marseille, le rang qui était le leur.

A tous d'en prendre conscience.

Samuel MARÉCHAL

ARESKI, LA RESQUILLE

● **Slimane Arezki** — fils d'un FLN kabyle notoire du temps de la rebellion — est arrivé en France il y a quelques temps. La frontière italienne a été franchie au-dessus de Menton. Quelques femmes maghrébines enceintes l'accompagnaient dans un petit car. Dame, les enfants nés sur notre territoire sont français ! En plus, ils bénéficieront de la double nationalité car de parents algériens, ils seront de nationalité algérienne (aux yeux de l'Etat algérien).

Notre Slimane donc, pourra bénéficier de l'aide sociale et des prestations d'assurance maladie. C'est grand, c'est généreux... la France ! Prochain objectif de notre héros : se faire régulariser ; il attendait sans trop y croire.

C'est maintenant parti. Dès que Slimane sera « régulier », il aura droit aux allocations familiales, au RMI et dans quelques années au minimum vieillesse. Il va pouvoir bénéficier du « regroupement familial » qui lui permettra de faire venir ses deux femmes restées au pays et ses trois enfants. Comme Slimane est né avant 1962, ses enfants qui naîtront en France, même de plusieurs femmes, seront français avec, pour les garçons, la possibilité d'effectuer leur service militaire en Algérie. Procédé habituel employé à plus de 80 % actuellement ! Des études diffusées récemment, il apparaît que cette particularité du droit français est très préoccupante. En Allemagne, 2,5 % des Turcs seulement deviennent allemands un jour ; chez nous, 95 % des enfants de « nos » immigrés deviennent automatiquement français à leur naissance ou à leur majorité, indépendamment de leur volonté et sans avoir compris pourquoi !

Les signataires et les parlementaires ayant donné leur accord pour Schengen sont à mettre dans le même sac. Il est vrai que pour certains, l'ombre du Rocher Noir les écrase de plus en plus. Ils ne s'en rendent même pas compte !

Robert COISY

ORANGE

DES ZACS VIDES ET DEPÔT DE BILAN SYMPTOMATIQUE

Les élus socialistes qui bien souvent n'ont jamais géré autre chose que leur argent de poche, sont persuadés qu'ils sont les plus capables pour diriger les affaires publiques.

Ils font leur preuve à l'échelle nationale où le patronat, qui a mis du temps à comprendre, investit beaucoup... à l'étranger.

Résultat : l'économie nationale est détruite et le chômage explose.

A Orange, la même méthode de gouvernement en forme de gesticulation oratoire, fait que la majorité municipale croit que pour développer la ville, il suffit de bâtir des ZAC.

Dans le cas de notre ville, nous pouvons remarquer que les zones commerciales et artisanales se multiplient avec celles du Coudoulet, de l'Arc, bientôt celle de la Brunette et d'autres suivent...

On aménage des terrains, on construit des locaux commerciaux, des bureaux. Cependant, force est de constater que ces installations restent longtemps inoccupées voire inachevées. Certains terrains ne reçoivent même aucun aménagement, de même de nombreux locaux attendent désespérément des utilisateurs.

Parallèlement à ce développement provoqué artificiellement, on note la fermeture d'usines en pleine expansion. Les carnets de commandes sont remplis mais la situation financière est incertaine au point de mettre en difficulté l'entreprise.

C'est actuellement le cas d'une des usines d'Orange les plus renommées, **Gaston Millesa**, qui a dû déposer son bilan.

Cette entreprise a contribué au dynamisme local et le ralentissement de son activité va entraîner en même temps un réel appauvrissement de notre situation économique.

Il faut donc s'interroger sur les raisons qui ont conduit à une telle situation.

Elles sont simples :

Les taxes professionnelles et charges sociales asphyxient les entreprises. Celles-ci afin de s'acquitter de toutes les impositions, sont contraintes d'avoir recours aux licenciements voire au dépôt de bilan.

Cette situation est pour le moins aberrante et reflète bien le caractère pervers de la politique menée par la gauche : d'un côté on pousse au développement forcené, de l'autre on fragilise les industries par une fiscalité exorbitante.

Comment peut-on dans cette mesure envisager de redynamiser une économie de façon durable ?

Il est évident qu'il faut cesser d'investir dans des infrastructures qui ne serviront sans doute jamais, mais, en revanche, renforcer le tissu économique existant. Cela implique de prendre non seulement des mesures sociales, mais aussi d'appliquer une politique de défiscalisation en faveur des entreprises.

L'exemple paradoxal qui frappe Orange, démontre l'incapacité de la municipalité socialiste en place, à gérer les problèmes économiques et sociaux et à s'engager sur la voie de véritables solutions.

LES AMIS de NATIONAL Hebdo

RÉDACTEUR EN CHEF MICHEL COLLINOT ASSISTÉ DE MICHEL MIOT

Ce samedi 24 août, c'est la rentrée politique de Jean-Marie Le Pen à l'occasion de son traditionnel meeting de La Trinité-sur-Mer (20 h 30) à la Salle des Fêtes. Lundi 26 août, débutera l'Université d'été du FN à Beaune (Côte-d'Or). Mercredi 28 août, Marie-France Stirbois présidera un dîner-débat à Montceau-les-Mines* pour le lancement de la campagne cantonale de Michel Collinot. Vendredi 30 août, pour la clôture de l'Université d'été, un "Banquet des 2000" sera présidé par Jean-Marie Le Pen. Le jeudi 19 septembre, au Palais de la Mutualité à Paris, autre événement: c'est le Comité Anti-Joxe qui reprendra l'offensive. Au programme : Roland Gaucher, Michel Collinot, Marie-France Stirbois, Roger Holeindre, Serge Martinez, Martine Lehideux, Martial Bild, Michel de Rostolan, Me Jean-François Galvaire, ADG, sous la présidence d'honneur de maître Jean-Baptiste Biaggi.

Seule fausse note, le 3e banquet des Amis de NH à Strasbourg est reporté, faute d'une organisation régionale suffisante.

MON TOUR DE FRANCE DU FRONT 20

Par Michel Collinot

L'ESPOIR VIENT DE LA TRINITÉ

Mes vacances se terminent le 16 août, date du départ pour Chamalières. Rassurez-vous, pas pour rencontrer le "colin froid" mais **Claude Jaffrès**, secrétaire départemental du Puy-de-Dôme, et tenir le 17, à Clermont-Ferrand, la première de mes conférences de presse régionales en vue de la XIe Fête des Bleu-Blanc-Rouge, qui se déroulera les 12 et 13 octobre au Bourget.

Le 13 août, j'étais l'hôte de **Paul Bardot**, notre secrétaire départemental du Cantal. Paul Bardot est le cousin germain de notre **Brigitte** nationale. Il ferait bien de lui faire effectuer une tournée sur son département, non parce que les animaux sont ici en péril, — la race des vaches de Salers se porte bien — quoique, faute de paysans pour l'élever, elle soit -raître —, j'adore les bébés-phoques et je suis inconditionnellement contre le mal fait à nos animaux, mais là, c'est la race française qui est en péril : tout est fait pour la réduire à néant.

C'est tout le problème de ce bout de la France, c'est aussi celui de l'ensemble de nos campagnes. C'est le plan de la Trilatérale et des grands trusts multinationaux de l'agro-alimentaire qui triomphe. Le but de nos financiers mondialistes est simple : tuer la France, la réduire à un parc à loisirs. BB serait inspirée d'y réfléchir.

Remplacer les agriculteurs sur leur terre par de nouveaux chômeurs à la ville c'est sans doute le programme de la Trilatérale et de ses valets français, les **Delors**, les **Barre** et les **Giscard**, mais ce n'est certes pas le nôtre. Sans compter la menace écologique, la nature qui a horreur du vide. Je vois déjà les colonies turques s'installer dans nos campagnes. Il est grand temps de sauver la France rurale. C'est pourquoi Brigitte Bardot se lançant dans une nouvelle campagne afin de sauver la race française, j'en suis sûr, ce serait bien venu, populaire, médiatique, sympathique, d'utilité publique, de **salut public**.

En attendant Brigitte, l'espoir vient de La Trinité. Bien que tout soit fait pour l'étouffer. Bien que l'ignominieux **Jack Lang** ait décidé, à 2 km de notre petit village breton, à Carnac, de parquer nos menhirs, de les mettre sous grillage.

Mais il faudrait à Jack Lang se lever très tôt et se coucher moins tard pour mettre sous grillage notre menhir à nous, **Menhir-montant**, alias **Jean-Marie Le Pen**.

C'est pourquoi, samedi, je vous recommande le voyage pour La Trinité-sur-Mer, afin d'encourager le patron, le chef de la France française.

Mes vacances se terminent le 16, disais-je, façon de parler. J'ai passé mon temps à écrire mon premier pamphlet. Parution prévue le 12 octobre, pour les BBR. Préface de **Marie-France Stirbois**. Un bouquin bourré d'anecdotes, d'histoires vécues. J'ouvrirai une souscription en septembre.

La marge de manœuvre devient toutefois de plus en plus étroite et je ne saurais trop conseiller à nos amis de s'inscrire rapidement s'ils veulent être sûrs de dîner avec Jean-Marie Le Pen le 30 août. Ils peuvent le faire en envoyant un chèque bancaire de 200 F par personne à l'ordre de Nicole Véron, FN 21, 21190 Meloisey.

Les mollahs en Bourgogne

Vous allez dire que je favorise la Bourgogne — c'est sans doute vrai — mais **Mitterrand**, non ! Dans mon Morvan d'origine, à 5 km de Château-Chinon, (petit bourg dont le maire, jadis, fut un enfant de Jarnac), vient de s'installer un centre de formation pour mollahs et imans. Il ne suffisait pas d'avoir abrité **Khomeiny** à Neauphle-le-Château.!...

* Méchoui-débat pour le lancement de la campagne de Michel Collinot, avec Marie-France Stirbois, mercredi 28 août, 20 h 30, Restaurant Lartaud à Gourdon (2 km de Montceau-les-Mines, direction Mâcon-Cluny, 70 km de Beaune).

Participation aux frais : 150 F. Jeunes : 100 F

Chèques à l 'ordre de : FN 71, Michel Collinot, 40 rue de Bourgogne 71300 Montceau-les-Mines

SCOUTS GODEFROY DE BOUILLON

En raison de son développement, l'association **recherche chefs et cheftaines** pour : **Grenoble, Chambéry, Chartres, Auch, Amiens, Nevers, Tours, Blois, Nice, Vannes, Nancy, Bar-le-Duc** et **Région parisienne**, âgés de 18 à 30 ans, bénévoles, disponibles, dynamiques, catholiques traditionalistes. Formation stages internes CEP.

S'adresser 65 avenue Secrétan 15019 Paris (Tél. : 42 49 05 06 à partir du 5 septembre)

LE MOT DU PRÉSIDENT

Du haut de ses douze ans, fort de sa fidélité et teigneux comme un membre du service d'ordre FNJ, Pierre m'apostrophe : « Papa, je n'ai pas vu mon parrain depuis le banquet de la Mutualité ! Vous êtes fâchés, ou quoi ? »

L'idée que je puisse être fâché avec **Roland Gaucher** m'interloque : nous avons dîné ensemble la semaine dernière, et préparé la rentrée de *NH* jusqu'à minuit ! Nous avons parlé du Front, du journal, des prochaines élections, de la Mutualité du 19 septembre avec l'ami **Collinot**, de nos dîners-débats en province, de l'Association qui part en flèche... parlé aussi de nos soucis de militants, de nos problèmes de responsables, de nos fatigues d'hommes publics... admiré la vitalité de **Jean-Marie**, de **Carl Lang**, de **Dominique Chaboche** et **Franck Timmermans**... prévu de nous retrouver à Beaune pour l'Université d'été. Et c'est vrai, nous n'avons pas eu le temps d'évoquer notre vie familiale (à part : « Comment va mon filleul ? — Je commence à le préparer au latin »).

Non, Pierre, je ne suis pas fâché avec ton parrain. Tout simplement, notre engagement à l'intérêt général nous empêche de penser à toi. Mais comprends-moi, petit garçon trop souvent privé de son père : c'est pour des centaines de milliers de Pierre que nous semblons te négliger, Parrain et moi.

Histoire parallèle de deux nigauds : l'un de droite, m'a vu lire *Libération* (que le même Roland avait laissé sur mon bureau à la fin d'un rendez-vous de travail). Il s'en offusque, ameutant des militants. Comment un responsable FN peut-il lire un journal de gauche ? (C'est pour mieux le faire condamner, mon enfant, comme *L'Huma*, comme *L'événement du Y... pardon, du Jeudi*). L'autre, de gauche, s'effarouche de m'avoir vu, ceint de mon écharpe de maire, à la manifestation de l'Opéra aux côtés de Jean-Marie : en dépit d'un apolitisme local reconnu de tous, il me reproche de "galvauder" mon écharpe ! M'abaisserai-je à lui représenter qu'une commune rurale de 430 âmes, dans la France profonde, élit son maire sur des critères d'efficacité dans la gestion locale (je n'ai encore jamais rencontré un chemin vicinal de gauche ou une station de pompage de droite !). Comme on dit chez nous : « Bien faire, et laisser braire ! »

Mais convenez avec moi, élus locaux et militants dévoués, qu'il faut bien de la constance à demeurer un homme libre et responsable !

Alors, Monsieur le ministre de l'Intérieur : on démissionne, on reconnaît son incompétence dans l'affaire **Chapour Bakhtiar** ? Je ne voudrais pas être réfugié politique sous votre protection ! Il faut dire à votre décharge qu'un flic mort au travail ne vous a jamais donné de l'urticaire : c'est donc une première pour vous, ce ridicule porté à vos services par une succession de fautes de service ! Mais, entre nous, c'est toujours « facile d'être ministre de l'Intérieur » ?

Didi-la-Teigne m'inquiète : voilà plusieurs semaines qu'elle n'a pas lâché une énormité de langage ou une ânerie d'analyse ! Allons **Edith**, un bon mouvement ! Pensez à toutes ces voix que vous orientez vers nous : exprimez-vous, Madame le Premier ministre, c'est notre souhait le plus ardent. Je connais, près de chez moi, une grosse bonne femme pétrie de méchanceté : plus elle réussit à nuire à son entourage, plus elle enfle (elle doit en ce moment dépasser le quintal). A la balance, **Amabotte** ! et que ça gonfle !

Connaissez-vous la dernière ?

Un âne barre la route de la voiture du Président. Edith en descend et le mord ; l'âne ne bronche pas. **Marchand** se précipite et lui botte les fesses : pas de résultat. **Joxe** vient lui parler à l'oreille, et l'âne s'enfuit.« Mais qu'est-ce que vous lui avez dit ? » interroge **Mitterrand**. « Monsieur le Président, je lui ai proposé de s'inscrire au PS ».

Continuez vos bonnes vacances, amis de *NH*. On aura besoin de vous à la rentrée.

Jean-François GALVAIRE

ILS NOUS SOUTIENNENT

A.L.	31030 Toulouse	150
L.B.	69002 Lyon	70
G.P.	69400 Villefranche	150
P.B.	15100 Saint-Flour	150
S.R.	83440 Seillans	200
S.F.	83130 La Garde	350
M.J.	75015 Paris	250
J.P.L.	17520 Archiac	100
P.M.	90000 Belfort	500
S.D.	59110 La Madeleine	200
C.V.	48000 Mende	250
C.G.	06110 Le Cannet	300
E.G.	92600 Asnières	200
V.B.	78000 Versailles	200
M.R.	92200 Neuilly	100
M.J.T.	69700 Givors	200
A.G.	22730 Trégastel	100
G.A.	84200 Carpentras	200
N.G.	06000 Nice	100
B.S.	13008 Marseille	100
R.G.	34080 Montpellier	300
J.P.P.	Armées	1000
N.J.	84600 Valréas	150
A.C.	94600 Choisy	150
G.A.	20145 Solenzara	250
P.M.	40440 Ondres	200
P.B.	83700 Saint-Raphaël	200
P.O.	94260 Fresnes	100
M.P.	59510 Hem	500
A.G.	76190 Yvetot	150
H.D.M.	80120 Rue	200
S.L.	79400 Exineuil	100
C.P.	31240 L'Union	500
L.D.	94700 Maisons-Alfort	200
H.G.	93390 Clichy	100
M.T.D.	94100 Saint-Maur	100
B.M.	69003 Lyon	250
J.M.B.	69003 Lyon	500
A.M.P.	78000 Versailles	200
H.M.	06100 Nice	150
H.P.	97170 Petit Bourg	500
R.R.	26220 Dieulefit	100
P.R.	92110 Clichy	250
J.C.	75011 Paris	150
J.D.	33240 Saint-André	200

UN TRÉSOR DE GUERRE POUR NH

Notre souscription des Amis de National Hebdo commence à porter ses fruits.
Nous avons un objectif : le 10 octobre 1991.
Pour cette date, il nous faut lancer avec un numéro prestigieux, NH dans chaque librairie, y compris dans les coins les plus reculés de la France profonde.

- **Augmenter la pagination, la rédaction, la mise en place.**
- **Couvrir la France d'affichettes.**
- **Adresser à tous nos adhérents des autocollants et des tracts à distribuer autour de leur domicile.**
- **Gagner la bataille de la presse nationale.**

Répondez à la souscription, aidez-nous !
Grâce à votre aide, le 10 octobre, nous créerons la surprise.
NH sera partout, avec Le Pen au cœur.

Il convient de rappeler que la souscription est un don et non une cotisation à l'association. D'autre part, nous demandons à chacun de nous préciser s'il souhaite voir son nom figurer dans la rubrique : « Ils nous soutiennent », ou s'il préfère ne voir mentionnées que ses initiales.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

(chèque à l'ordre de l'Association des Amis de National Hebdo à retourner à l'association 7 ter cour des Petites-Ecuries 75010 Paris)

Nom, Prénom ....
Adresse ....
Code postal .... Ville ....
Téléphone ....

Verse la somme de .... F

ASSOCIATION DES AMIS DE NH

PRESIDENT D'HONNEUR : MARIE-FRANCE STIRBOIS
PRÉSIDENT :Me JEAN-FRANÇOIS GALVAIRE

BULLETIN D'ADHÉSION

Adhésion simple : 150 F
Adhésion de soutien : 500 F
Membre bienfaiteur : 1 500 F et plus
(chèque à l'ordre de l'Association des Amis de NH à retourner à l'association, 7 ter cour des Petites-Ecuries 75010 Paris)

Nom, Prénom ....
Adresse............
....
Code postal .... Ville ....
Téléphone ....

Adhère à l'Association et verse la somme de ....F

PRÉLÈVEMENT MENSUEL

Formulaire à adresser à l'Association des Amis de National Hebdo, 7 ter, cour des Petites-Ecuries 75010 Paris

Nom,Prénom............
Adresse ....
....
Code postal ....Ville............
Téléphone .... Profession ....

Titulaire du compte n° ....
Nom et adresse de la Banque ....
....

Messieurs,

Je vous prie de bien vouloir effectuer un virement mensuel de F............
au crédit du compte suivant :
Compte n° 000 500 34 33 3 — Clé RIB 64
Chez SG Ag WAGRAM — Code banque 30 003
Code guichet 03183

Je désire que ce virement ait lieu le ....de chaque mois,
à partir de la date suivante ....
et ce, jusqu'à nouvel avis contraire de ma part.

Fait à .... le ....

Signature

AU PINATELESCOPE

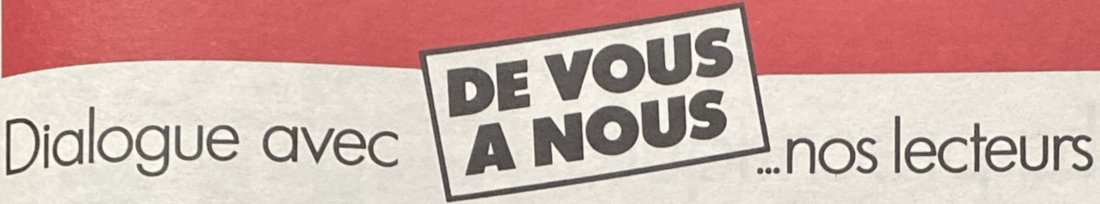


Il y a ce qu'on voit en surface...

JE SURNAGE !

... et le dessous des choses.

MATIGNON



UTILE MISE AU POINT

Lettre ouverte à Monsieur le secrétaire de la section du Parti socialiste de Coudoux et l'ensemble du bureau

Messieurs,

● Suite aux articles parus dans l'édition du *Provençal* des 20 et 24 juillet 1991 ("Coudoux : virage à droite ?" et "Coudoux ne vire pas à droite") relatifs à ma visite, en présence de M. **Bruno Mégret**, député européen et de M. **René Jestin**, vice-président du Conseil régional, au Centre de secours de Coudoux, dans le cadre d'une journée d'information sur les feux de forêt, je vous demande de noter les points suivants :

1) Concernant M. Bruno Mégret, je tiens à vous rappeler qu'il détient un mandat du peuple français comme député européen.

A ce titre, il n'est plus un simple militant du Front National.

Sa position l'amène à pouvoir et à devoir s'informer de tous les problèmes inhérents à notre région, particulièrement lorsqu'il s'agit des feux de forêt. Je tiens à préciser que les bâtiments communaux abritant le Centre de secours de Coudoux ont été construits avec l'argent des contribuables, dont une partie importante sont des électeurs du Front National !

2) En tant que conseiller général du canton, élu direct du peuple, élu aussi à Coudoux, je n'ai ni à demander ni à recevoir de quiconque une "autorisation" préalable à mes visites ; pas plus de M. **Lucien Weygand**, que de la municipalité, et encore moins de la section locale du PS.

J'ai été mandaté par les citoyens du canton pour les représenter au Conseil général des Bouches-du-Rhône, afin d'y défendre leurs intérêts. Ils sont donc les seuls habilités à juger de mon action.

Aussi, mandaté par le peuple, le conseiller général qu'ils ont choisi s'auto-autorise à intervenir à tout moment dans tous lieux de son canton, et pour toutes les actions qu'il juge nécessaire, que cela soit bien entendu !

3) Vous faites référence lorsque vous parlez, à la saisine par le maire de Coudoux, du président du Conseil général, je cite : « Cette grave infraction aux règles élémentaires de la vie et des usages politiques démocratiques ». J'ose espérer que vous pouvez encore vous regarder dans votre glace après avoir écrit de tels propos qui, sous la plume d'un "socialiste" sont presque inconvenants.

En effet, le sectarisme, l'ostracisme inqualifiable et anti-démocratique dont je fais quotidiennement l'objet dans l'exercice de mon mandat de la part de vos amis devraient vous amener à beaucoup plus de réserve dans le choix de vos expressions.

En outre, vous vous posez en donneurs de leçons, voire moralisateurs, ce qui frise littéralement l'indécence. Il semble que la morale politique ne soit pas la première vertu de votre parti, au vu de toutes les affaires politico-financières dont il éclabousse largement la vie politique française.

Je tiens à préciser que M. **Lacreusette**, maire de notre commune, a été prévenu de notre visite par le secrétariat de M. Mégret, et qu'il semble clair que votre démarche n'est qu'un sombre prétexte.

Toutes vos gesticulations semblent avoir pour but unique la démission du maire jugé certainement indésirable, car plus tout à fait "orthodoxe". Mais je vous laisse là, vos querelles socialo-socialistes qui ne m'intéressent qu'à titre d'information.

Pour conclure, je voudrais préciser que vous montrez dans cette "affaire" votre vrai visage ; celui de l'intolérance, de l'exclusion et du sectarisme politique le plus réactionnaire.

Sachez que M. Mégret, député européen et moi-même, conseiller général, sommes en France partout chez nous.

Aussi, je vous invite à placer autant d'énergie que vous venez d'en déployer pour cette histoire de village, dans le redressement de la situation détestable et inacceptable de notre pays, dont vous et vos amis êtes responsables.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Philippe ADAM

Conseiller général des Bouches-du-Rhône

LE "TOUR" DES SCANDALES

de J. de C.
32500 Fleurance

● Je tiens à vous suggérer une idée : "Le Tour de France des scandales", avec maillot jaune incorporé ! Les Français ont la mémoire courte. D'autres Français peuvent la leur rafraîchir.

On pourrait partir de Paris en direction de Brest, puis descendre par la côte avec Nantes, La Rochelle, les Charentes, la Gironde, longer la Garonne, avant de plonger vers les Pyrénées, la Haute-Garonne, l'Aude, les Pyrénées-Orientales et l'Hérault etc... et remonter par l'Est, Lille pour revenir à Paris.

Je crois sincèrement que ce "Tour" apporterait beaucoup aux éventuels "candidats" du FN. Dans le "merdier" généralisé où nous nous enlisons, un tel palmarès sera, à n'en pas douter, une raison de légitime orgueil pour les Français, encore que l'on nous prive, sans doute, de nos plus beaux records (par discrétion ?)

Bon courage à vous tous, en espérant (pourquoi pas ?... « le désespoir, en politique etc. » **Maurras**) un retournement de situation.

Idée à retenir, bien sûr ! Mais qui exige la coopération de tous.

NATIONAL Hebdo

Hebdomadaire d'informations nationales

Directeur de la publication : **Roland Gaucher**
7 ter, cour des Petites-Ecuries 75010 - Paris
Tél : **47.70.68.16** Télécopieur : **47.70.68.19**

RÉDACTION

Directeur de la rédaction : Roland Gaucher
Le Journal d'un homme libre : François Brigneau
Le Journal d'un Méridional : + Gabriel Domenech
Rédacteur en chef : Jean Bourdier
Rédacteurs en chef adjoints : Jean-Claude Lauret - Eric Laffitte
Grandes enquêtes : Eric Laffitte
Politique : Michel Collinot, Michel Miot, Michel Roland, , Valterus, Yves de Verdilhac
Reportages : Marie-Claire Roy, Eric Stetten
Douce France : Eric Laffitte
Défense des Français : Pierre Descaves, Dr Perenna, René Duval, Raphaël Trigal
Lettre : Jean-Claude Lauret, Jean Mabire
Musique : Claude Gaillard
Télévision : Mathilde Cruz, Topoline
Finances : Georges Lauret
Cinéma : Célina Courtinat
Chroniques : Henry Coston, Jean Mabire, Célina Courtinat, Topoline, Jean Nouyrigat
Dessins : Pinatel, Aramis, Konk
Secrétariat de Rédaction : Emmanuel Cazenac
Maquettistes : Philippe Malbret, Umberto Kempner
Révision : Michel Miot
Service photo : Emmanuel Cazenac
Secrétariat : Michèle Bonnot, Isabelle Viel.

SUPPLÉMENTS

SPECIAL PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

Rédacteur en chef : Pierre Démaret
Rédacteurs : Frédéric Loeuillet, Jacques Bouisset, Samuel Maréchal
Photos : Gérard Reilhac, André Devesa

LES AMIS DE NATIONAL HEBDO

Rédacteur en chef : Michel Collinot
Rédacteur en chef adjoint : Michel Miot
(ça bouge à droite)

ADMINISTRATION

Promotion : Lionel Payet
Abonnements : Mireille Muller.
Pub et relations presse : Valérie Delahaye
Comptabilité : Viviane Dubot
Documentation : Elisabeth Bakhmeteff
Communication : Alexandra Trémorin

TRIBUNES LIBRES ET DOSSIERS

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Roland Gaucher
Secretaire General : Lionel Payet
Assistante : Marie-Claire Roy
Maquettiste : Stéphane Le Brieuc
Révision : Nicole Dupaty
Société éditrice : SANH -
S.A au capital de 625 000 F durée : 99 ans à partir du 1/1/88
Siège social : 7 ter, cour des Petites-Ecuries 75010 - Paris
PDG : **Roland GAUCHER**
Commission paritaire : 63066
ISNN : 0761-8972
APE : 5120- SIRET : 344 140 322 00027
CCP 352 913 G PARIS
Tirage : 100 000 exemplaires
Imprimerie Sipnor Massy
Dépôt légal :

POUR NH

de Mme S. de C.
Paris

● Lors du banquet annuel de *National Hebdo*, en avril, nous avons tout de suite soutenu **Les amis de NH**, qui venait de se créer, je crois, par un chèque.

Aujourd'hui, je vous en adresse un autre, modeste, sur des fonds personnels, car je pense qu'il est urgent de vous aider. Il faut que notre journal se diffuse et plus en plus à travers une France malade, atteinte dans tous les points vitaux de son organisme. Que dire, devant le désastre de son agriculture, de son industrie, des arts etc. ? Devant une pareille décadence, il faut une forte dose d'espoir et de confiance en **J.-M. Le Pen** pour ne pas sombrer dans la mélancolie quand on aime son pays

SUR LA PEINE DE MORT

de J. S. 59240 Dunkerque

● A la suite de l'horrible tuerie dont ont été victimes cinq personnes dont trois enfants, à Quarouble, près de Valenciennes, l'abrogation de la peine de mort réapparaît dans toute sa stupidité et son inconscience.

Il est indispensable que la grande majorité des Français partisans du rétablissement de la peine suprême, profitent de ce drame pour relancer le mouvement et le faire, cette fois, aboutir.

Dans toutes les classes sociales, tous partis confondus, le peuple ne supporte plus maintenant ce laxisme qui aura causé finalement tant de victimes dans notre société. Car on ne nous fera pas croire qu'un être qui agit, comme c'est le cas présent, avec préméditation, ne sera pas retenu, au dernier moment, par la crainte de la peine capitale.

Les individus capables de projeter et surtout d'exécuter de pareilles abominations, ainsi que tous les crimes contre les forces de l'ordre, n'ont plus leur place dans la société. Il faut les faire disparaître immédiatement. C'est le devoir de tout homme politique ou journaliste honnête de lancer une campagne sur ce thème avec beaucoup de courage et de persévérance pour que cette nouvelle action, comme les précédentes, ne disparaisse pas d'elle-même comme un cours d'eau noyé dans les sables.

PETITES ANNONCES

Médecin généraliste 30 ans, sérieux, cherche succession Paris secteur 1 pour 1992. Présentation à la clientèle ou travail en collaboration souhaité. Ecrire au journal (Réf. 358.01)

● Recherche meubles, tableaux, objets de décoration maxi 1900. Tél. : 46.65.94.65 (Réf. 367.04)

● F. haut niveau culturel cherche place dame compagnie bougeoisie intell. ou documentaliste ou juriste. Tél. : 45.81.50.15 (Réf. 370.01)

● J.H. 28 ans, cherche emploi secteur commerce. Niveau école supérieure de commerce. I.D.R.A.C. ; D.U.T. de techniques commercialisation ; bac G3. Etudie toutes propositions. Tél. : 29.45.25.57 ou écrire au journal. (Réf. 370.02)

A NOS ABONNÉS

● Les changements d'adresse, provisoires ou permanents, représentent une opération coûteuse. Nous serons donc contraints de facturer 30 F chaque changement. Merci d'avance de votre compréhension.

N.H.

Tarifs TTC la ligne de 30 signes ou espaces

Demande d'emploi	15 F
Offre d'emploi	22 F
Immobilier	30 F
Divers	18 F
Commercial	30 F
Encadré	30 F
Domiciliation au journal	30 F

La précritique... LA TÉLÉ ET MOI...

La succession de Ladislas

La semaine a été marquée par les débuts de Mlle Claire Chazal sur TF1. Dans les journaux de fin de semaine, du vendredi 20 h au dimanche soir, elle remplace Ladislas de Hoyos. Physiquement, nous ne pouvions pas perdre au change.

Claire Chazal mérite bien son prénom. Elle est lumineuse. Elle a les yeux bleus, les cheveux blonds et fins, un joli visage triangulaire, le front haut, un air sérieux malgré un sourire de bonne compagnie. Elégante (merci Dior), intello, c'est la fille du *Monde* et de *Elle*, et la sœur cadette de Christine Ockrent.

Politiquement, si j'en juge par les deux jours où je l'ai (assez) attentivement suivie, nous n'avons rien gagné. Auvergnate ambitieuse, sortie d'HEC et d'une famille qui n'est pas non plus sans volonté d'arriver — ses parents, instituteurs, originaires de Thiers et de Clermont-Ferrand, sont devenus, la mère : prof de lettres ; le père : agrégé de philo avant d'entrer à l'ENA pour améliorer ses revenus — Claire Chazal ne se permettrait pas d'avoir des idées qui gêneraient sa carrière.

Si les Albanais fuient leur pays par dizaine de milliers, c'est parce qu'ils ont été victimes, pendant quarante ans, « d'un régime totalitaire », dit-elle.

Voyez l'astuce et l'amalgame.

Dans le vocabulaire actuel, les régimes totalitaires sont les régimes fascistes, ceux de Mussolini, Hitler et Franco. On peut certainement beaucoup leur reprocher ; sauf l'échec économique. Franco, qui avait tenu son pays en dehors de la guerre, a permis le *boom* espagnol malgré le boycott anglo-américain. Mussolini fit de l'Italie une grande nation moderne. Hitler, en six ans, remit six millions de chômeurs au travail et transforma l'Allemagne décadente de Weimar en une puissance économique redoutable.

Ce ne sont pas quarante années de totalitarisme que fuient les Albanais. Ce sont quarante années de communisme marxiste et léniniste, destructeur des richesses nationales et générateur de misères.

Les terribles images de l'exode de Bari portaient en elle la condamnation de l'idéologie communiste. Dans ce pays où, avec la complicité de l'Europe et de l'Amérique, elle avait pu s'exercer sans frein, elle avait accumulé les ruines et les souffrances. Elle avait détruit l'âme d'un peuple fier et noble, au point qu'il préférait désormais l'exil à sa patrie.

C'était cela qu'il eût fallu dire. Mais cette critique du marxisme, du léninisme, de l'idéologie de gauche eût été mal perçue. Elle eût valu à Claire Chazal un mauvais point. Elle s'est donc protégée en employant le mot « totalitaire ». Ainsi on pouvait croire qu'en Albanie, les héritiers de Mussolini obligeaient la population à fuir, tandis qu'en Italie les descendants du Duce la rejetaient à la mer.

Voilà de la belle et bonne Histoire, racontée comme il faut. Ladislas peut dormir tranquille. Sa succession est assurée.

M. C.

JEUDI 22

John Ford

● **Le jeune Cassidy** *(FR3, 20 h 45)*

• Fils d'immigrés irlandais, John Ford (John Augustin Feeney) ressentait profondément ce qu'il devait à sa patrie de sang. Pour s'acquitter de sa dette, il décida de faire trois films sur la révolte de l'Irlande contre l'occupant anglais. Le premier, *Le Mouchard*, fut classé en 1935 comme l'un des dix meilleurs films du monde. Ford le tourna en trois semaines. On raconte que, durant ce temps, il maintint sa vedette principale, Victor Mac Laglen, en état d'ivrognerie avancée pour lui donner l'air hagard et flottant. Le second, *Révolte à Dublin*, (1936) — titre original : *The plough and the stars*, la charrue et les étoiles, emblèmes de l'Irlande libre — fut un échec. Le film était tiré de la pièce de Sean O'Casey sur la révolte ratée de Pâques 1916. La firme RKO, à laquelle Ford était lié, l'obligea à y ajouter une romance sentimentale dont l'héroïne serait Barbara Stanwyck. Laquelle ressemblait à une Irlandaise comme Mme Mitterrand à Marilyn Monroe. Ce fut le four.

Ford attendit trente ans pour réaliser la fin de son projet. En 1964 — il avait 69 ans — il revint à Dublin et entreprit de porter à l'écran le premier volume des mémoires de Sean O'Casey : *Le Jeune Cassidy*. Comme le sujet n'enthousiasmait pas les producteurs, il accepta de ne toucher que le cinquième de son cachet habituel : 250 000 dollars. Il faut dire qu'à l'époque, Ford était considéré comme le plus grand metteur en scène du monde auquel le cinéma devait : *La Chevauchée fantastique, Les Raisins de la colère, Qu'elle était verte, ma vallée, Dieu est mort, Rio Grande, L'Homme tranquille, Les Cavaliers, L'Homme qui tua Liberty Valance*, entre autres.

Pendant le tournage du *Jeune Cassidy* — qui est l'histoire de la jeunesse et des amours d'un militant syndicaliste dans l'Irlande soulevée des années vingt — Ford tomba malade, peut-être du début du cancer qui allait l'emporter quelques années plus tard. Il maigrit de quinze kilos et dut garder la chambre. Le soir, dans son lit, il se faisait raconter le travail de la journée. Le coproducteur, Robert Emmet Ginna, le décrit ainsi : « Le mahatma, vêtu d'un pyjama de soie blanche, recevait les différents membres de l'équipe qui lui présentaient leurs suggestions ou leurs problèmes. Certains s'attardaient pour lui tenir compagnie. Comme d'habitude, son lit semblait un champ de bataille. La conversation était animée, très libre, et sans complexe. Ford adorait choquer les dames, mais aimait aussi celles qui lui répondaient vertement. Il avait coutume de pisser dans la corbeille à papier, avec la superbe insolence de Louis XVI (?) sans interrompre l'histoire qu'il racontait. » Voilà qui jure singulièrement avec l'image d'un metteur en scène pudique, dont on chercherait en vain une scène un peu leste dans toute l'œuvre. Finalement, c'est Jack Cardiff qui termina **Le Jeune Cassidy**. Avec Rod Taylor, Maggie Smith et Julie Christie.

VENDREDI 23

Giono

● **Football** *(Canal +, 20 h 30)*
● **Solitude de la pitié** *(FR3, 21 h 40)*
● **Le Trou** *(A2, 22 h 55)*

• **Lens-Saint-Etienne**. Grâce à la sanction qui rétrograda Bordeaux, Brest et Nice en seconde division pour crime de déséquilibre budgétaire, Lens a retrouvé la première division sans l'avoir mérité sur le terrain. C'est une des décisions arbitraires et abracadabrantes prises le mois dernier par les hautes instances du football. Heureusement Lens, club au demeurant fort sympathique et représentatif d'une région où le football est roi, se comporte comme un vrai promu depuis le début du championnat. Ce soir, dans son stade Félix-Bollaert, envahi par un public enthousiaste, il va recevoir les verts de Saint-Etienne, eux aussi en plein renouveau. Une belle affiche.

• **Solitude de la pitié**. Un homme malade qui veut rentrer dans son village après avoir traîné ses guêtres un peu partout. Son ami qui l'aide et le soutient dans son entreprise. Un curé de campagne, rencontré en route, et qui parle de la terre et du ciel, de la vie et de la mort. Enfin, Giono, qui a écrit la nouvelle dont est tiré ce téléfilm et que l'on sent présent derrière chaque image. Avec Bernard Fresson, Armand Meffre, Robert Souza.

• **Le Trou**. Le dernier film de Jacques Becker, tiré d'un roman de José Giovanni. Dans une cellule de la Santé, quatre prisonniers mettent la dernière main à



Michel Constantin

de Mathilde Cruz

leur évasion. La porte s'ouvre. Entre un cinquième détenu, qui s'installe. Que faire ? Renoncer ? Le mettre au parfum ? Suspense. Avec Michel Constantin, remarquable.

SAMEDI 24

Une proposition

- **Vélo** *(La 5, 11 h et 16 h 35)*
- **Athlétisme** *(A2, 14 h 45)*
- **Fou rire** *(TF1, 20 h 45)*

• Chers Loulous, chères Louloutes, j'ai beau me battre les flancs, je ne trouve rien qui soit susceptible d'éclairer cette fin de semaine. Je ne peux tout de même pas vous proposer *L'Afrique-sur-Seine*, sur FR3, à 14 h, où vous aurez l'honneur et l'avantage de rencontrer Mamadou Konté, organisateur d'Africafête, Bonga, chanteur angolais, Kidjo, chanteuse du Bénin, Dibango, musicien, avant qu'un documentaire ne vous dise tout sur les griots « qui transmettent le patrimoine culturel de leur peuple ». L'Afrique-sur-Seine, je la vois assez, sitôt que je mets le nez dehors, pour avoir envie de la trouver encore quand je rentre chez moi.

• Ceux qui aiment les spectacles sportifs se consoleront avec les championnats du monde de cyclisme, depuis Stuttgart : épreuve sur route dames — sans Longo, victime de la pédale qui tue — et amateurs, et les championnats du monde d'athlétisme, depuis Tokyo. Mais les autres ?

• C'est à peine si je me permets de vous signaler **Fou Rire**, émission fourre-tout, où Jean Carmet et Christian Morin font les liaisons entre des numéros de Coluche, Bedos, Fernand Raynaud, Muriel Robin, Desproges, Devos, Zouc, souvent vus, revus, rerevus (*Le Noir* de Muriel Robin), et quelques extraits de films, pas très fut-fut (*Le Père Noël est une ordure, Les Bronzés font du ski, Banzaï*).

En général, je tiens un quart d'heure vingt minutes à ce genre de pêle-mêle. Ensuite je décroche. Surtout le samedi. J'écoute sur France Inter la retransmission du championnat de France de football. Les chaînes, comme Antenne 2 ou la 5, qui se plaignent d'être interdites de foot par le monopole accordé à TF1, je me demande pourquoi elles ne font pas de la radio le samedi soir ? Une table ronde de spécialistes, qui commenteraient sur le chaud les récits des envoyés spéciaux, le jeu de tel ou tel autre joueur, les incidents, les résultats à la mi-temps et à la fin, voilà, malgré l'absence d'images des matchs, qui plairait aux mordus. On pourrait peut-être faire l'essai, sur une mi-temps (la seconde), rien que pour voir (la tête des monopolistes... Et pour niquer Tapie-Adidas, pourquoi ne pas faire sponsoriser la soirée par Nike ? Qu'en pensez-vous, M. Bourges ?

DIMANCHE 25

Une suggestion

- **Vélo** *(La 5, 10 h et 15 h 40)*
- **Ronde de nuit** *(TF1, 20 h 40)*
- **Le Fanfaron** *(FR3, 22 h 45)*

• Le clou des championnats du monde cyclistes : la course sur route pro. Après les essais (transformés) par Antenne 2 et FR3, la 5 nous en propose quatre heures. Mais deux heures quarante cinq le matin, où il ne se passe généralement pas grand-chose durant les tours d'observation, et seulement une heure quinze à la fin. Tout le début de l'après-midi est escamoté au profit de la Formule 1 et du grand prix de Belgique, en direct de Spa (de 13 h 20 à 15 h 45). Tant mieux pour les fanas-auto. Tant pis pour les fanas-vélo. Je regrette que la 2 et la 3 n'aient pas eu l'exclusivité de Stuttgart. Ce sont les plus compétentes, celles qui n'hésitent pas à ouvrir largement leurs antennes aux sports qu'elles traitent (tennis, Tour de France, rugby), celles qui ne craignent pas d'innover tandis que TF1 rabâche. Il me semble aussi que, lorsque l'équipe de France est engagée, quelle que soit la discipline, la priorité devrait être donnée aux chaînes publiques. Il serait intéressant, sur ces questions, de demander l'avis des téléspectateurs. Voici le mien. Chaînes les plus intéressantes et les plus compétentes. Pour le foot et la boxe : Canal +. Pour le tennis, le rugby et le vélo : Antenne 2. Pour la formule 1 : la 5.

• **Ronde de nuit**. Deux flics découvrent le corps d'un député mort au cours d'une séance de divertissements sado-maso. (On ne dit pas s'il y avait été entraîné par la lecture des petites annonces de *Libération*, le quotidien préféré de la gauche pensante et de M. Toubon.) L'affaire leur est enlevée. (Ce n'est pas sous un gouvernement socialiste qu'on verrait ça.) Ils la retrouveront néanmoins, à la suite d'une enquête sur de pauvres squatters victimes de gros bonnets. Avec Gérard Lanvin, Eddy Mitchell (qui ne chante pas : c'est toujours ça de gagné), Françoise Arnoul et l'excellent Raymond Pellegrin.

• **Le Fanfaron**, film de Dino Risi avec Vittorio Gassman, Jean-Louis Trintignant, Catherine Spaak. Grâce aux extravagances d'un mirobolant qui fonce à tombeau ouvert et drague à deux cents à l'heure, un jeune homme un peu nunuche va jeter sa gourme et découvrir les paillettes de la vie. Pétillant.

LUNDI 26

Non-stop

- **Athlétisme** *(FR3, 10 h 25 et 13 h)*
- **Marilyn** *(Canal +, 12 h 35)*
- **Target** *(FR3, 20 h 45)*
- Ou : **Le Sauvage** *(M6, 20 h 35)*
- **Othello** *(A2, 22 h 20)*

• On pourrait passer la journée devant son poste en commençant par les championnats du monde d'athlétisme *en direct* de Tokyo. Finales du triple saut, du javelot, de la course : 800, 3000 et 10 000 m.

• Ensuite sur *Canal +*, mais en clair, un document exceptionnel : des extraits du dernier film de Marilyn Monroe : *Something Got to Give*, inachevé et jamais projeté à l'écran.

• **Target** est un film d'espionnage d'Arthur Penn. Un Américain bien tranquille et plus que moyen a caché à sa femme et à son fils qu'il fut autrefois un agent secret. Il n'a plus aucun lien avec les services et pourtant, un jour, son épouse est enlevée. Alors, avec son garçon, il part à sa recherche. Avec Gene Hackman, toujours efficace.

• **Le Sauvage**. On l'a vu et revu, mais c'est un bon flim de Jean-Paul Rappeneau, avec Yves Montand en solitaire décidé à protager sa solitude et Catherine Deneuve en fiancée rebelle fuyant son futur mari sicilien. Tout à fait un film de saison.

• On terminera avec **Othello**, un des chefs-d'œuvre de Verdi et un chef-d'œuvre qui tient du miracle : Verdi avait plus de 70 ans quand il réussit à faire de Shakespeare un auteur d'opéra — alors que, 40 ans plus tôt, il avait raté *Macbeth* : « Une musique d'orgue de Barbarie », disait Richard Strauss.

Espérons que la réalisation de l'Opéra-Bastille vaudra celle de la Scala de Milan.

MARDI 27

Cinéma

- **Chouans** *(A2, 20 h 45)*
- Ou : **Duel au-dessus du Pacifique** *(M6, 20 h 35)*

• **Chouans**, film de Philippe de Broca, passé à côté du grand et terrible film que cette tragédie aurait dû inspirer. D'ailleurs qui pourrait, aujourd'hui, le réaliser ? Le despotisme culturel est tel que personne n'en trouverait les moyens, les autorisations et même les acteurs. Broca ne s'y est donc pas risqué. Il s'est contenté de ce divertissement sur un scénario de Daniel Boulanger et de lui-même, servi par une jolie distribution : Noiret, Sophie Marceau, Lambert Wilson, Jean-Pierre Cassel, Charlotte de Turkheim. Mais peut-être que cette diffusion ne s'imposait pas, après la longue version télévisée du film qu'Antenne 2 avait donnée en 1990.

• **Duel au-dessus du Pacifique**. Après Pearl Harbor, la création par un commandant non-conformiste d'une escadrille de pilotes d'élite, pas toujours respectueux de la discipline militaire. Le téléfilm qui donna naissance à la série *Les Têtes brûlées* — laquelle n'a qu'un défaut, celui d'être une série et de répéter inlassablement les mêmes situations.

MERCREDI 28

A vos risques

- **Une Gare en or massif** *(TF1, 20 h 45)*
- **Pauvre France** *(TF1, 22 h 20)*

• Une soirée sans quitter TF1, c'est très rare... Mais il paraît qu'il faut voir **Une Gare en or massif**, un téléfilm de Caroline Huppert sur le "casse du siècle", réalisé par trois rigolos dont un gosse de douze ans, un malfrat à la mie de pain et un tourmenté du citron. Avec Véronique Genest et Daniel Duval. Sans garantie. Je n'avais pas aimé le livre de Bialot dont ce téléfilm est tiré.

• **Pauvre France**. Cette comédie américaine adaptée par Jean Cau a connu un très grand succès. Des milliers et des milliers de gens y ont ri. On peut se demander pourquoi. Un teinturier de Limoges, ancien pétainiste, faut-il le préciser, apprend le même jour que sa femme le trompe et que son fils est homosexuel et vit en ménage avec un nommé José. Je ne vois pas où est le comique de la situation, à moins qu'on éprouve une joie intense en voyant un pétainiste malheureux. Cela dit, uniquement pour montrer à quel point j'ai l'esprit mal tourné, le texte de Jean Cau (un de nos vrais grands écrivains actuels : j'ai lu de lui, l'autre semaine, dans *le Figaro* une chronique sur Jean Genet qui était une merveille du genre), le texte de Cau, dis-je, est percutant et la distribution emmenée par Jean Lefebvre ne rate aucun effet. Elle aurait même tendance à en rajouter.

Mathilde CRUZ

Vivement la rentrée

Ne vous attendez pas à un scoop. Le mois d'août, c'est d'abord, ce ne sont que les vacances. Les sacro-saintes vacances.

— Comment, vous n'êtes pas parti ?

— Ben non, vous voyez...

— Mais, quand prenez-vous vos vacances ?

Ce qui est amusant et passablement contradictoire, c'est que ceux-là mêmes qui s'étonnent que vous ne soyez pas "parti" ne sont pas, non plus, partis.

Je crois me souvenir qu'écolier et étudiant, les grandes vacances scolaires me pesaient sur la fin. J'avais une impression floue de perte de temps. Je souhaitais retrouver mon école. Vive la rentrée... Déjà, je ne devais pas être tout à fait normal...

Depuis que, professionnellement et administrativement, je suis classé dans la catégorie des "travailleurs indépendants non salariés", je suis trop paresseux pour programmer des vacances et comme personne ne me force à les "poser"...

De plus, cette notion de vacances obligatoires et réglementaires m'horripile. Je vais choquer, je le sais. Cela rappelle, à l'envers, bien qu'étant trop jeune, Dieu merci, pour l'avoir connu, le STO de l'Occupation.

Si je devais me "taper deux heures de métro, matin et soir, pour bosser sur une chaîne" je ne dirais sûrement pas la même chose.

Mais, quand vous avez le bonheur de faire un travail que vous aimez, et qui vous le rend au centuple par les plaisirs qu'il vous procure, la nécessité de prendre des vacances ne se fait pas pressante. C'est là le drame. Ce qui devrait être la règle générale est devenu, dans notre société "humaine" et éclairée, un véritable privilège.

Maître Paul et Julien

Je me souviens des charpentiers de mon adolescence. Ça ne remonte pas au paléolithique... Etre charpentier, chez nous, englobait tous les corps de métiers du bâtiment : maçon, plâtrier, menuisier, couvreur etc... Ils commençaient avec le soleil et débauchaient avec lui. Même avec les pauses casse-croûte et le dîner de midi (on parle encore comme cela), on ne devait pas être loin, en été, des douze heures quotidiennes effectives. Y compris, évidemment, le samedi. Il n'y avait pas de grues immenses, juste, sur la fin, une sapine de récupération. Pour l'avoir très épisodiquement pratiquée, je puis dire que ni les parpaings ni les seaux de "colle" ne montaient seuls. Il fallait sacrément tirer sur la corde pour que la poulie consente à les lever... Je n'ai pas entendu dire que Maître **Paul** (on ne disait jamais "patron") ni ses gars aient pris en trente ans — sans doute beaucoup plus — des vacances. Sinon, pour cause de gel. Aujourd'hui, les chantiers ferment l'été, quand il fait beau, pour "vacances obligatoires" et l'hiver on est aux "intempéries"...



par JEAN NOUYRIGAT

Maître Paul, qui m'a toujours subjugué, doit bien friser ses 90 "balais". Il y a une petite semaine, il se portait mieux que bien. Comme quoi, ce n'est pas le travail qui tue, ni la chopine, ni même la dame-jeanne (chez nous, elle tient cinq litres). Ce n'est pas, non plus, à l'eau qu'il doit sa verdeur, car, comme il aime à le raconter, et il n'est pas le seul au pays :

— Dans ma vie, je n'ai bu que de l'eau... cuite. Dans la soupe, et dans le café...

A son sujet, je ne peux résister à l'envie de vous rapporter une anecdote. C'était il y a deux ou trois ans. Il était avec un briscard de son âge, **Julien**, qui lui non plus, n'a pas carburé qu'au tilleul. Julien fut cantonnier. Comme celui de **Fernand Reynaud**. Ces deux compères étaient inséparables. Mais je vous laisse imaginer les dialogues qu'ils échangeaient. Surtout que Maître Paul a toujours eu comme une petite dent contre les cantonniers qui, n'est-ce pas, n'ont jamais attrapé d'ampoules aux mains, pour avoir trop serré le manche de la pelle... Chacun se piquait au jeu et comme l'un et l'autre avaient de l'esprit à rendre modeste la plus fine des aiguilles à broder, leurs sketches, jamais identiques, n'avaient rien à envier à ceux de **Pierre Dac** et **Francis Blanche** ou de **Poiret** et **Serrault**.

Bref, ce jour-là, je savourais la joie immense qui m'était donnée d'être avec de tels personnages. C'était chez Julien. Ses arrière-petits-enfants faisaient un barbecue devant le F4 ou F5 des petits-enfants. Julien, lui, continuait à vivre à proximité, dans la vieille maison que, seule, la mort l'a fait quitter. A un moment, le plus petit demande à sa maman de l'amener faire un besoin urgent. La maman l'entraîne dans la maison. Ce qui provoque de l'un de nos deux lascars, cette simple observation qui m'est destinée :

— Tu vois, Jeannot, de notre temps on mangeait dedans et on allait "caguer" dehors. Maintenant, c'est le contraire...

Pour en revenir à notre époque de loisirs programmés et de télé câblée, le mois d'août à Paris et, peut-être plus, en banlieue, relève de l'opération survie. Boulangeries fermées, boucheries closes. S'il n'y avait pas — c'est une constatation rude mais vraie — les grandes surfaces et l'"Arabe" qui est ouvert jusqu'à onze heures du soir et qui fait momentanément dépôt de pain, l'"homo aoûtus" pourrait bien crever.

En fait d'"Arabes", qui sont le plus souvent des Berbères, on n'arrête pas le progrès. Ils commencent également à se mettre au parfum, du moins je suppose, les plus aisés. Ce qui a suscité chez notre **Baptistou** noir, mahorais et national, passant devant une épicerie au rideau fermé pour aller chercher du pain au diable-vauvert, cette réflexion outrée :

— Si eux aussi fe'ment, qu'est-ce qu'on va deveni' ?

En parlant de pain, force est de dire que sa qualité est de pire en pire. Selon le temps, il durcit exagérément ou il se met en vrille. Le plus souvent, il est immangeable le lendemain? Au train où vont les choses, il n'y aura bientôt plus que nos amis **Poilâne**, Lionel et Max, pour nous conserver le goût du pain. D'où cela provient-il ? Des farines ou de la fabrication ? Ou des deux ? Amis boulangers, ressaisissez-vous...

Paris, au mois d'août, selon le principe des vases communicants particulièrement sensible cette année, c'est l'envahissement des rares étrangers. Dans notre quartier, ce sont les Allemands qui dominent. Sur deux files, ils occupent, en la rendant quasi impraticable, la rue de l'Arrivée. Là-même où leurs grands-pères avaient établi la poste centrale aux armées du "Gross Paris". Après 1870, 1940, c'est la troisième invasion teutonique.

L'événement du jeudi

N'exagérons rien. Même sans (bon) pain, avec les cars et les contractuelles, toujours dans le quartier, qui prennent leur pied — à en prendre la crampe de l'écrivain — à aligner les automobilistes en stationnement dépassé, Paris en août, c'est le 15. Cette année, un jeudi.

Ce fut la sixième procession de l'Assomption. Celle de St-Nicolas-du-Chardonnet à travers les rues du Quartier Latin.

Nous étions bien 5000 à processionner et non pas 1500 comme le rapporte *Le Figaro*. Mais peu importe, nous n'avons pas le culte du nombre.

L'important, c'est d'avoir rétabli en cette terre catholique, cette tradition instituée par **Louis XIII** consacrant le royaume à la Vierge Marie en en faisant la patronne principale de la France.

Après que cette manifestation "d'extrême droite" eut été abandonnée par les *new* curés, le cardinal archevêque de Paris a dû prendre le relais pour ne pas laisser aux affreux traditionalistes le monopole de la cérémonie.

Il existe une centaine de paroisses dans la capitale. Ce ne serait pas si mal, si chacun s'y remettait. Les cantiques, ça pollue moins que les gaz d'échappement.

Bonne fin de vacances à ceux qui les ont bien méritées...

J. N.